

Rapport Annuel 2014



INDEX

Management

- Membres du Conseil d'Administration
- Executive Management

2014 en bref

- KIPCO en 2014
- Le groupe Burgan Bank en 2014
- Situation économique et environnement bancaire en 2014
- AGB : 10 ans déjà
- Réalisations financières d'AGB en bref

Activité Commerciale

- Comptes de la clientèle
 - Les dépôts de la clientèle
- Crédit / Risk
 - Crédit aux entreprises
 - * Analyse du portefeuille au 31/12/2014
 - Situation globale du portefeuille de crédit
 - Analyse des crédits de trésorerie court terme en 2014
 - Etat des crédits à moyen terme corporate
 - Les engagements par signature
 - Créances douteuses
 - Crédit aux particuliers, professionnels et aux commerçants
 - * Production des crédits Retail
 - * Qualité du portefeuille
 - Produits et services monétiques

Approbation des résultats 2014

- Rapport de certification 2014

Etats financiers

Notes explicatives



Membres du Conseil d'Administration



El KABARITI Abdulkarim
Président



**HAYAT Massaoud Mahmoud
Hadji Jawhar**
Vice Président
Président du CE et du BAC



FEKIH AHMED Mohamed
Membre



SOUKARIEH Rabih
Membre



GHOZALI Hadj Ali
Membre

Executive Management



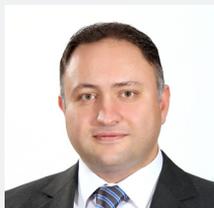
Mohamed LOUHAB
Directeur Général



Mourad DAMARDJI
Directeur Général Adjoint -
Chargé des Méthodes
et Projets Spéciaux



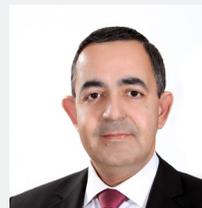
**José Carlos RODRIGUES
PESTANA TEIXEIRA**
Directeur Général Adjoint -
Pôle Administration - Ressources
Humaines - Contrôle de Gestion



André Guy BEYROUTHI
Directeur Général Adjoint -
Pôle Exploitation



Kamal BENDAMARDJI
Directeur Général Adjoint -
Pôle Opérations, Finance et SI



Yassine KADDOUR
Directeur Général Adjoint -
Pôle Risk Management

2014 en bref

A) Kuwait Projects Company (KIPCO) en 2014



A) KIPCO en 2014

Gulf Bank Algeria a été créée le 15 décembre 2003, par l'apport de trois banques (Burgan Bank, Jordan Kuwait Bank et Tunis international Bank), leaders sur leurs marchés, appartenant au groupe Kuwait Projects Company (KIPCO).

Ce dernier fut Créé en 1975 et constitue l'un des plus grands holdings du moyen Orient. Très diversifié, il est présent dans 24 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en détenant des actifs de plus de 32 milliards USD.

KIPCO détient des intérêts dans plus de 60 sociétés, principalement dans les pays arabes et employant plus de 12000 personnes à travers le monde.

Ses principaux domaines d'activité sont concentrés sur les services financiers (banques et assurance).

KIPCO a émis sur le marché international des capitaux 500 millions de dollars d'obligations sur 5 ans, la première dans la région MENA en 2014.

L'agence de notation Moody's a relevé d'un cran la note de KIPCO en passant de la position négative à stable.

KIPCO possède également une participation majoritaire dans le Groupe Gulf Insurance « GIG »- un des plus grands groupes d'assurance de la région - avec des

opérations au Bahreïn, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Koweït, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et la Syrie.

Le groupe renforce son pied en Algérie: GIG poursuit son développement en Algérie en partenariat avec les entités locales pour créer une société d'assurance-vie avec un capital de 12,7 millions de dollars. GIG détient une participation de 42,5% dans la nouvelle société.

Dans les services financiers, les entreprises KIPCO Groupe comprennent Burgan Groupe de la Banque un des plus grands groupes bancaires de la région avec des opérations en Algérie, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, Malte, Tunisie et Turquie.

Dans le secteur des médias, KIPCO possède une participation majoritaire dans OSN - le plus grand et le plus réussi des sociétés de télévision à péage de la région. En utilisant la dernière technologie, elle diffuse en continu en haute qualité, en arabe, en anglais et en philippines.

KIPCO détient également des intérêts directs et indirects dans les secteurs de la santé, du tourisme, de l'industrie, du conseil et de l'immobilier.



B) Le Groupe Burgan Bank en 2014



BURGAN
BANK

Özel Bankacılık

B) Le Groupe Burgan Bank en 2014

Le Groupe Burgan Bank appartenant au Holding Kuwait Projects Compagny (KIPCO), est considéré en 2014 comme l'un des plus grands groupe bancaire régional à réseau. Il détient plus de 231 agences à travers, le Koweït, la Turquie, la Jordanie, l'Algérie, l'Irak, Tunisie, au Liban et la Palestine.

Le groupe continue d'appliquer des solutions innovantes dans toutes les opérations en assurant que le rendement n'est pas seulement un objectif, mais un mode de vie, une culture et une croyance enseignée. Le groupe a réussi à croître régulièrement, enregistrant une croissance de 9% du produit net bancaire.

Le groupe a généré des résultats tangibles, notamment des niveaux de capitalisations intéressants, combinés à une amélioration de la qualité des actifs, un taux de liquidité de 32% et un ratio de solvabilité de 13.5%.

Le résultat brut d'exploitation est de 275.7 millions KD enregistrant une croissance de 9% tandis que les bénéfices avant provisions sont de l'ordre de 153.5 millions KD reflétant une croissance de 9%.

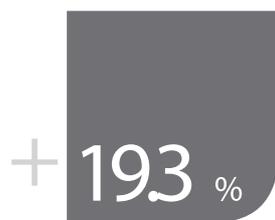
Le groupe reste sur la bonne trajectoire avec tous les principaux indicateurs pointant dans la bonne direction. Le groupe Burgan Bank a été élu «Meilleur groupe bancaire au Koweït», par World Finance, «Meilleur Banking Group MENA » par ACQ, ainsi que « Meilleures relations avec les investisseurs dans le GCC ».

Il lui a été également attribué comme prix «Meilleur Cash Management » par les banques d'Asie et Finance Magazine, et a été élu « meilleur Domestic Retail Bank de l'année » par la même entité.

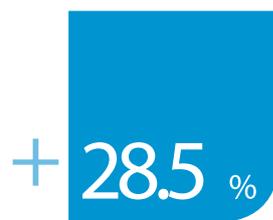
Notre forte division « Gestion de Fortune », qui a récemment démarré ses bureaux internationaux a été décerné « Meilleure Gestion de Fortune au Koweït » pour la quatrième année consécutive par CFI Capital Finance International, ainsi que «L'Eurostar pour la qualité» par Business Initiative Directions.



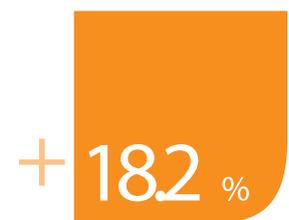
La croissance du bénéfice d'exploitation



Résultat net ajusté
(Hors provisions supplémentaires)



Rendement des capitaux propres tangibles
(Hors provisions supplémentaires)



Rendement des capitaux propres
(Avant provisions supplémentaires, à l'exclusion des coûts de la dette perpétuelle)

Situation économique et environnement bancaire en 2014

L'économie algérienne a enregistré, en 2014, une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 4%, et est caractérisée par :

- Une baisse sensible des prix du pétrole (divisé par deux en six mois).
- Des hydrocarbures représentant près d'un tiers du PIB, 98% des exportations, deux tiers des recettes budgétaires.
- Une réserves de change de 179 milliards de dollars que la banque d'Algérie gère avec prudence.
- Une dette extérieure qui ne dépasse pas 3.7 milliards de dollars.
- Un niveau de la dette publique qui demeure faible, grâce aux prélèvements effectués sur le fond de régulation des recettes (FRR).
- Un taux d'inflation relativement stable et qui se situe autour de 3%.

A) Physionomie du secteur bancaire algérien :

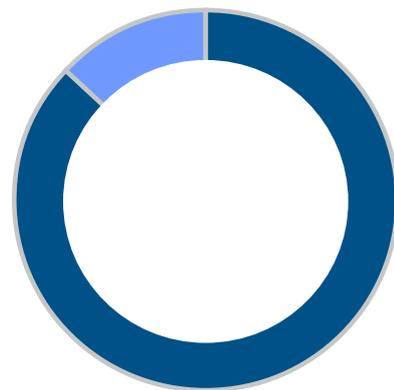
En 2014, le secteur bancaire algérien est composé de 20 banques :

- 6 banques publiques 14 banques privées.
- 1409 agences bancaires (78% banques publiques et 22% banques privées).
- Un guichet pour de 25 000 habitants.
- 12 millions de comptes.
- 36 300 collaborateurs dont 6 500 soit 17% dans le secteur privé.

B) Les dépôts

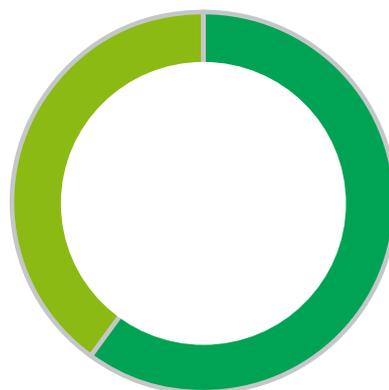
Le marché global des dépôts s'élève à 100 Milliards de Dollars réparti comme suit :

Dépôts par secteur



	Secteur public	87%
	Secteur privé	13%

Dépôts par maturité



	Dépôt à vue	60%
	Dépôt à terme	40%

C) La réglementation en 2014

L'année 2014 a été marquée par la fixation de nouveaux règlements qui régissent l'activité et l'organisation des banques, les règlements les plus notables sont :

- Le règlement N°14-01 du 16 février 2014 portant coefficients de solvabilité applicables aux banques et établissements financiers où les banques sont tenues de respecter un coefficient minimum de solvabilité de 12% entre le total de leurs fonds propres réglementaires et la somme de leurs risques.
- Le règlement N°14-02 du 16 février 2014 relatif aux grands risques.

La limite individuelle : l'ensemble des engagements pondérés d'une banque sur une même contrepartie ne doit pas dépasser 25% de ses fonds propres réglementaires.

Le ratio des grands risques : un grand risque le total des grands risques encourus par une banque ne doit pas dépasser huit (08) fois le montant de ses fonds propres réglementaires.

NB : est considéré comme un grand risque si les risques encourus sur un même bénéficiaire excèdent 10% des fonds propres de la banque.

- Règlement N°14-03 du 16 février 2014 relatif aux classements et provisionnement des créances et des engagements par signature des banques et établissements financiers où :

- Les créances à problèmes potentiels, les créances très risquées et les créances compromises sont provisionnées respectivement au taux minimum de 20%, 50% et 100%.

- Lorsqu'une créance classée est restructurée, celle-ci doit être maintenue dans sa catégorie des créances classées pour une durée d'au moins douze (12) mois. Après ce délai, le reclassement d'une créance restructurée en créance courante peut être envisagé, sous réserve que le nouvel échéancier de remboursement soit respecté et que les intérêts y afférents soient effectivement encaissés. En cas d'impayés sur des créances restructurées, ces dernières sont déclassées dans leur intégralité en créances compromises après un délai de 90 jours.

- L'instruction N°03-14 du 23 novembre 2014 fixant le niveau des engagements extérieurs des banques et établissements financiers où le niveau des engagements extérieurs par signature des banques ne doit à aucun moment dépasser deux (2) fois leurs fonds propres réglementaires.

100 000 mercis

Nous remercions nos partenaires, les 100 000 clients qui nous font confiance et qui nous ont fait évoluer.

Notre engagement :

Etre à votre service, vous accompagner et rester toujours proche de vous.

- 6 000 millions de dinars investis dans le développement de notre réseau.
- 46 agences sur 29 wilayas*.
- 28% des crédits accordés à moyen et long terme.
- Plus de 800 collaborateurs.
- 10% de la masse salariale correspondant à 52 248 heures consacrés à la formation de nos cadres algériens.
- 84 millions de dinars consacrés aux oeuvres de bienfaisance et à la promotion de la culture algérienne.

Notre volonté :

Simplifier les opérations en mettant à votre disposition des outils modernes et innovants.

Première banque à lancer :

- le e-commerce**.
- le mandat par DAB.
- le self banking et drive banking.
- le SMS et e-mail notifier.
- les cartes Platinum de VISA et MasterCard***.

* 10 agences prêtes à ouvrir dans 08 autres wilayas.

** Premier réseau totalement on line

*** Premières cartes CIB déplaçonnées

بنك الخليج الجزائر
Gulf Bank Algeria



Member of the KIPCO Group

Simplifions la banque

www.ag-bank.com

Réalisations financières d'AGB en bref

Réalisations financières d'AGB en bref

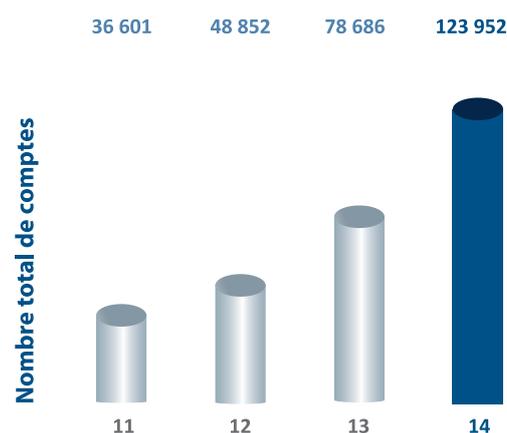
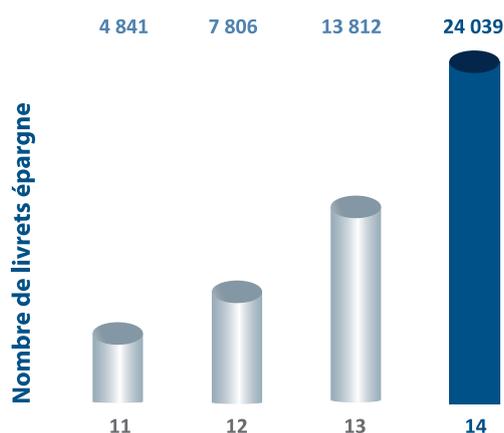
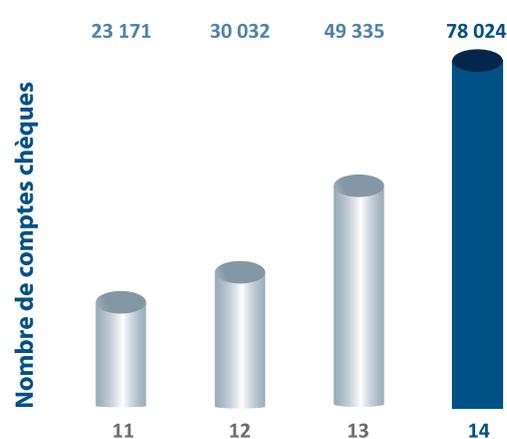
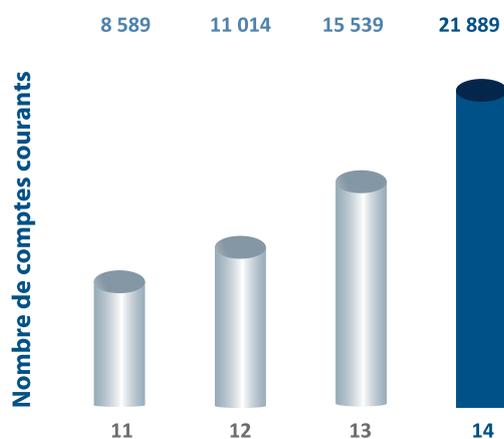
Bilan	2012	2013	2014
Disponibilité	31 740 133	46 799 688	60 313 877
Crédit	64 949 392	81 240 932	101 162 236
Autres actifs	8 549 740	10 921 914	15 343 338
Total Actifs	105 239 265	138 962 534	176 819 451
Dépôt de la clientèle	73 351 481	96 339 954	127 879 050
Autres dépôts	2 412 671	8 098 900	7 940 800
Autres passifs	29 475 113	35 523 679	40 999 601
Total passifs	105 239 265	138 962 534	176 819 451
Compte de résultats	2012	2013	2014
Produit bancaire	10 572 628	11 642 388	11 848 485
Charge bancaire	1 068 841	1 147 538	1 273 759
Autres produits	59 164	25 468	4 868
Produit net bancaire	9 562 951	10 520 317	10 579 594
Charge d'exploitation	2 931 004	3 580 398	4 498 174
Provision	1 124 199	351 227	722 115
Résultat avant IBS	5 507 748	6 588 692	5 359 304
IBS à payer	1 508 668	1 553 619	1 348 881
Résultat net de l'exercice	3 999 080	5 035 072	4 010 423
Indicateurs de performance	2012	2013	2014
Crédit / total actif	62%	58%	57%
Fonds propres / total actif	12%	11%	10%
Fonds propres / crédit	20%	19%	18%
ROA	4%	4%	2%
ROE	30%	33%	23%
Résultat brut / crédit	8%	8%	5%
Résultat brut / fonds propres	42%	44%	30%

Activité Commerciale

Comptes de la clientèle

Evolution

Désignation	% 2014 / 2013				Evol
	2012	2013	Flux 2014	2014	
Nombre de comptes courants	11 014	15 539	6 350	21 889	40.8 %
Nombre de comptes chèques	30 032	49 335	28 669	78 024	58.1 %
Nombre de livrets d'épargne	7 806	13 812	10 227	24 039	74.0 %
Nombre total de comptes	48 852	78 686	45 266	123 952	57.5 %

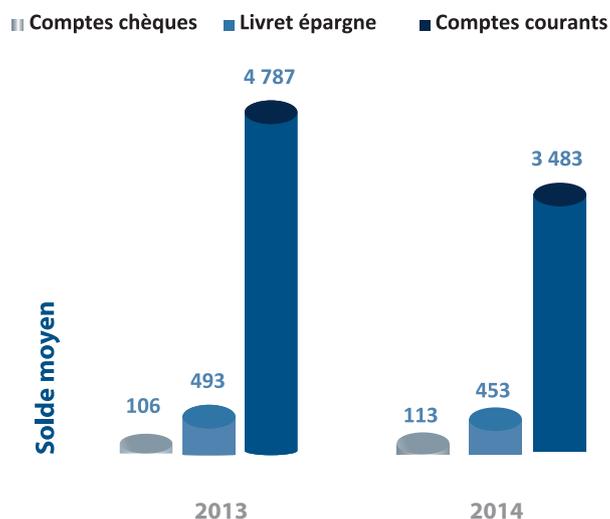


La banque a continué d'enregistrer une croissance importante en matière d'ouverture de comptes suite aux efforts déployés pour le recrutement d'une nouvelle clientèle. Le nombre de comptes en dinars a augmenté de 45 266 comptes, soit 57.5% en valeur relative.

Par nature de comptes, ce sont les comptes de chèques qui ont enregistré la plus forte croissance en nombre avec 28 669 comptes supplémentaires alors que les livrets d'épargne ont connu en valeur relative la plus grande progression, soit 74%. La progression de ces deux catégories de comptes est due à la poursuite de l'action de domiciliation des salaires des clients corporate de la banque, d'une part, et au package offert en termes de produits et services.

Quant aux comptes courants, les actions de démarches commerciales engagées par les agences ont donné leurs fruits ou 5890 nouvelles affaires ont été domiciliées à nos guichets. L'évolution représente 40.8% par rapport à l'année 2013. Les nouvelles ouvertures des agences à l'intérieur du pays a permis de se rapprocher d'une nouvelle clientèle qui a bénéficié de nos différents produits et services notamment en terme de financement.

Par contre, le solde moyen des comptes n'a pas enregistré la même évolution que celle des comptes. Le faible solde des comptes ouverts dans les nouvelles agences de l'intérieur du pays a eu pour effet de réduire le taux moyen affiché au sein de la banque.



Cette différence entre l'accroissement du nombre de comptes retail ouverts (notamment les livrets épargne) et le solde moyen enregistré reflète la faible « exploitation » de cette clientèle, dans l'objectif d'un développement d'affaires avec ce segment.

Solde moyen par compte

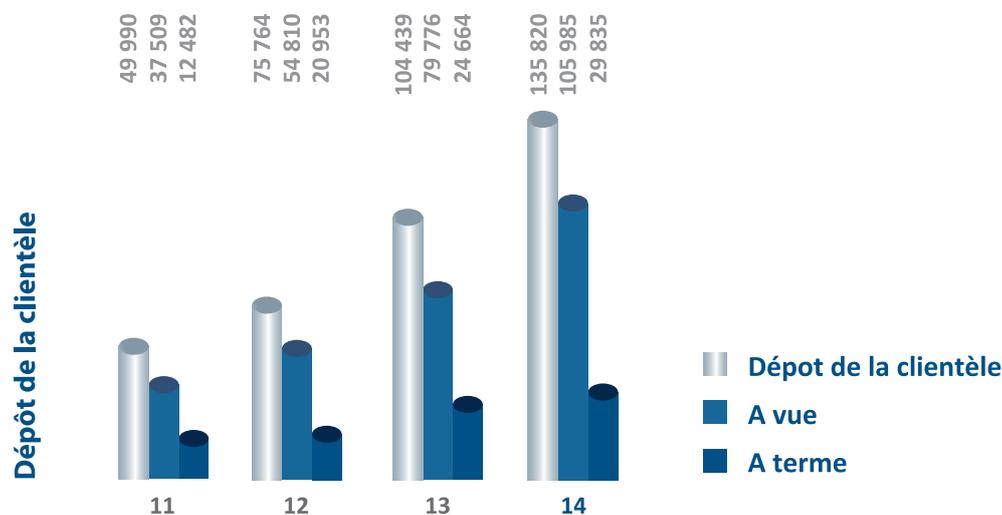
DA

Désignation	2013	2014	% 2014/2013
Nombre de comptes courants	15 539	21 889	40 %
Solde moyen*	4 586 858	3 483 358	-24 %
Nombre de comptes de chèques	49 335	78 024	58 %
Solde moyen	105 880	113 303	7 %
Nombre de livrets d'épargne	13 812	24 039	74 %
Solde moyen	492 697	453 190	-8 %

*Y compris le cash collateral en couverture des engagements par signature.

1.1) Les dépôts de la clientèle

Au même titre des années précédentes, l'évolution des dépôts de la clientèle était au rendez-vous à la fin 2014 où la banque a enregistré une croissance importante de 30% en dépit d'une situation d'assèchement des liquidités sur le marché. Ainsi, le solde global a atteint 135 820 Mds DZD avec un flux positif de 31 381 Mds DZD.



Les actions engagées par le réseau dans le cadre du plan d'action fixé en début d'exercice a permis d'enregistrer une croissance de l'ensemble des produits de placement. Le « challenge » ressources organisé à la fin 2014 a été un succès grâce à une forte dynamique qui a permis d'améliorer les ressources stables sur le moyen terme.

Le stock des comptes à vue a atteint 61 605 Mds DZD (+ 49 %), alors que les comptes des provisions sont de l'ordre de 31 506 Mds DZD contre 31 630 Mds DZD en 2013. Ces deux postes à eux seuls représentent 70% des ressources de la banque en augmentation par rapport à l'année précédente de +32.85%. Malgré la nature (à vue) de ses ressources, elles sont considérées comme structurellement stables, avec une évolution (dans l'ensemble) positive dans le temps.

D'un autre côté, les compte-épargnes considérés comme une ressource quasi-stable, enregistrent l'évolution la plus importante en valeur relative de 60%, soit un flux positif de 4 089 Mds DZD. Cette croissance continue chaque année est due aux efforts de la vente

croisée des comptes épargne sous forme de package avec les comptes chèque et les cartes monétiques. Le solde moyen quant à lui est de 453 190 DA.

L'analyse de ces comptes épargne, en les lissant et en éliminant les comptes de plus de 10 millions de Dinars, on constate que l'accroissement du montant global de ce type de ressources est lié à l'augmentation du nombre de LE/LEP et non à un accroissement de l'épargne réalisée sur ces comptes. Ceci nous donne un indicatif sur le potentiel de développement de ce type si l'approche « CRM » est adoptée (un des objectifs 2015) incitant les clients à « épargne durablement ».

Aussi, l'amélioration des ressources à terme en montant et en durée a constitué un objectif majeur de la banque ces dernières années afin de permettre de répondre positivement aux demandes de financement des investissements à moyen terme nécessaires au développement de la banque, mais aussi à accroître le nombre des clients à placement et réduire le taux de concentration.

Crédit / Rsik

A. Crédit aux Entreprises

1. Analyse du Portefeuille au 31/12/2014

Le portefeuille d'engagement global (incluant les engagements par signature) de la banque enregistre une notable progression passant de 151 952 MDA en 2013 à 175 619 MDA en 2014 ; soit une progression de l'ordre de 23 667 MDA en valeur absolue et 15.6 % en valeur relative.

Ceci malgré une situation économique difficile à savoir: ralentissement du paiement par le Trésor, resserrement des liquidités, régression du prix du pétrole, perte de valeur du Dinar, changement du cadre légal autorisant les opérations de COMEX par Remise Documentaire.

1.1. Situation Globale du Portefeuille de Crédit

Rubriques	31/12/2011	31 /12/2012	31/12/2013	31/12/2014	Evolution
Crédit Court terme Trésorerie	33 376	43 365	54 886	64 597	+17.48%
CMT (dont Retail)	13 747	17 333	22 326	34 974	+55.65%
Corporate	11 207	12 951	16 089	24 031	+50.5%
Retail	2 540	4 382	6 237	10 943	+75.45 %
Total Crédit / Caisse	47 123	60 698	77 212	99 571*	+28.95%
Crédit par signature	39 875	67 409	74 740	76 048	+3.6%
Total	86 998	128 107	151 952	175 619	+15.57%

*Hors créances douteuses.

Le taux global d'évolution des crédits directs hors créances douteuses est de 28.95% qui rapporté à la croissance du secteur démontre clairement une conquête importante de parts de marché.

L'année 2014 s'est caractérisée au niveau de la fonction crédit par deux faits importants :

1- Un ralentissement ressenti de certains secteurs économiques ; et un relatif retard dans le paiement de situations par le trésor public

2- Le changement du cadre légal relatif aux opérations de commerce extérieur :

a. En début d'exercice : autorisant le retour des remises documentaires ;

b. En fin d'exercice : plafonnant les engagements des banques en termes de HB - relatif au COMEX - à 2 fois les fonds propres.

Le premier facteur a généré une situation lourde d'impayé, conjoncturel, au premier semestre qui a nécessité

une gestion plus rapprochée de la fonction recouvrement débouchant d'une part sur un resserrement des crédits de financement des marchés publics (quota de financement plus bas), suivi plus strict des remboursements des avances. Aussi le ralentissement de certains secteurs a nécessité la mise en place de quelques réaménagements des lignes en place. Le montant total des impayés a été réduit d'environ 10 milliards DA en milieu d'exercice à 1.8 milliards en fin d'exercice.

Malgré cette situation, le portefeuille crédit CT a enregistré une croissance de 17.48%.

Quant à l'évolution du MT, elle peut être ventilée en 3 parts :

- Une avancée massive du retail : le Produit BAYTI peut être considéré comme un succès commercial (+4.7 milliards DA).

- Les réaménagements de lignes de crédit de certains clients pour les rendre plus compatibles avec leurs

activités. Cela a permis une stabilisation et un retour au fonctionnement normal de ces clients directement touchés par la crise (5.8 milliards DA).

- Les dossiers corporate (+5.6 milliards DA) qui expriment la volonté stratégique de la banque de stabiliser son fonds de commerce et de participer dans le financement des investissements de ses clients.

La ventilation CT/MLT du portefeuille par maturité est

- **65% Financement de CT**

- **35% financement de LMT**

Et peut être considérée comme satisfaisante au vu de la caractéristique du marché bancaire algérien en termes d'accès aux ressources.

Par ailleurs, les modifications du cadre légal relatif au Trade Finance, a généré un transfert d'une masse importante des opérations vers les remises documentaires. Malgré ceci, le HB est resté quasi stable et a enregistré le même niveau que celui de 2013.

1.2. Analyse des Crédit de Trésorerie Court Terme en 2014

Crédits de trésorerie par type (Montants en MDA)

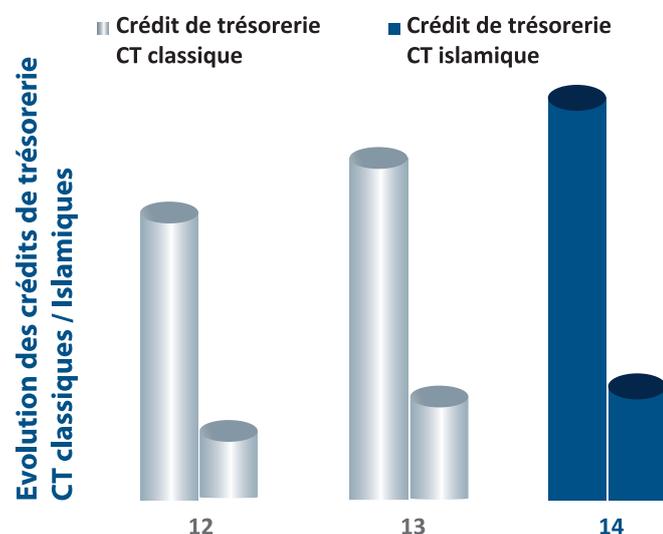
Année	2013	2014
Type de crédit		
Avances / Refinancement	34 557	40 992
Découvert	2 506	2 073
Escompte	4 009	5 955
Crédits exploitation conformes à la charia	12 108	13 708
Impayés	2 081	1 868
Total	54 886	64 596

Répartition Crédit de Trésorerie par famille :

Classique & Financement conforme à la Charia (Montants en MDA).

Type de crédit	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012
Crédits de trésorerie CT classique	50 888	42 777	35 414
Crédits de trésorerie CT Islamique	13 708	12 108	8 343

Evolution des Crédits de Trésorerie CT classiques/ Islamiques :



On note pour 2014 une timide évolution des crédits conformes à la Charia par rapport au reste du portefeuille.

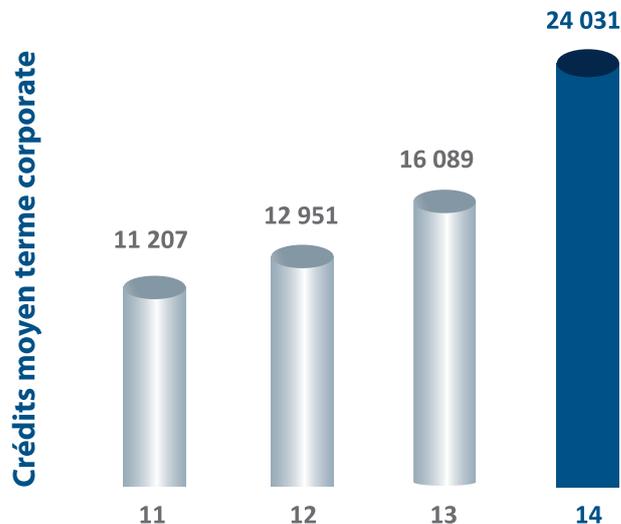
1.3. Etat des Crédits à Moyen terme Corporate

Les crédits à Moyen ou LT (classique et conforme à la Charia) ont évolué au cours de l'année 2014, comparativement à l'exercice 2013 de l'ordre 50.5%.

Cette évolution regroupe la somme de 5.800.000 MDA provenant de crédits réaménagés. Sans ce montant l'évolution serait de 14% ce qui est appréciable.

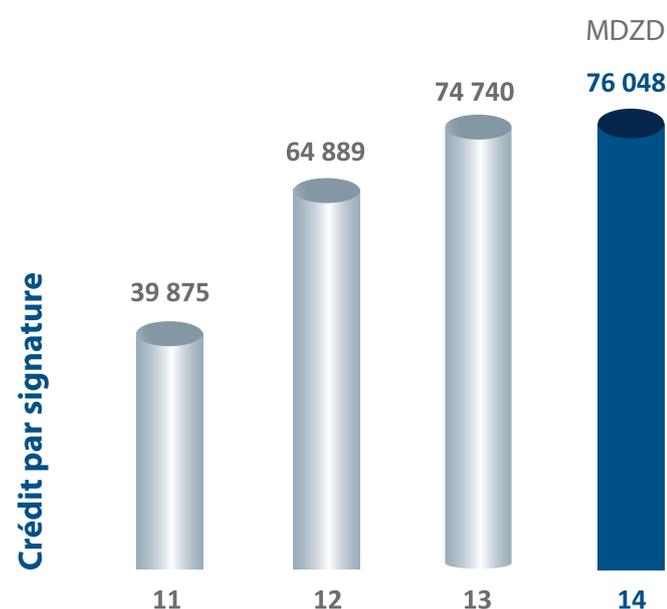
MDZD

	2011	2012	2013	2014	Evolution 2011 / 2014
Crédit MT Corporate	11 207	12 951	16 089	24 031	115%



1.4. Les engagements par signature

Les engagements par signature de 76 048 MDA ont évolué globalement de 1.75%. Ils restent dominés par les ouvertures de lettre de crédit documentaire malgré une baisse notable de ces dernières de l'ordre 13 728 MDA et - 22% en valeur relative. Cette baisse a été compensée par l'évolution des engagements en faveur des institutions financières (+ 318%) et la rubrique des cautions et avals (+ 30.96%).



Ainsi, les engagements consentis sous forme de lettre de crédit documentaire, malgré une baisse enregistrée en 2014 par rapport à l'exercice 2013, continuent d'occuper la 1ère place en termes d'encours et s'établissent à hauteur de 48 942 MDA en 2014 contre 62 670 MDA en 2013. Ils sont talonnés par les autres engagements garantis donnés dont ceux en faveur des institutions financières pour 13 544 MDA, et ensuite par les différentes cautions délivrées dans le cadre de l'exécution de marchés de réalisations. La progression de ces dernières est de près de 31% en comparaison avec 2013.

Cette notable diminution des encours de crédit documentaire se justifie d'une part, par les dispositions prises par les pouvoirs publics qui ont permis au cours de l'exercice 2014 l'émargement des autres activités commerciales à la remise documentaire jusqu'ici ouverte uniquement aux entreprises industrielles.

Crédits par signature par type (montants en MDA) :

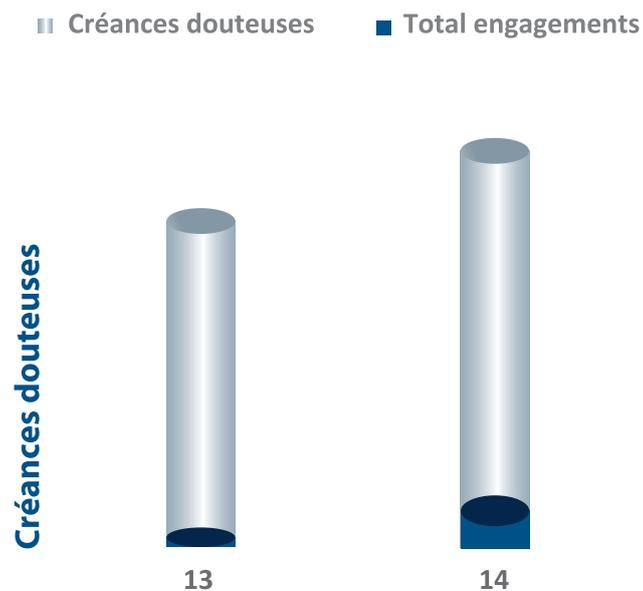
Type de crédit	31/12/2013	31/12/2014	Evolution
Cautions restitution d'avance	2 411	3 391	+ 40.7 %
Cautions de bonne execution	3 279	4 666	+ 42.34 %
Engagement de garantie	902	1 014	+ 12.5 %
Cautions douanes	788	1 010	+ 28.33%
Aval sur effet de commerce	764	577	-24.4 %
Total engagement de garantie ordre clientèle	8 138	10 658	30.96%
Crédits documentaires	62 670	48 942	-21.90%
Autres engagements donnés	3 928	16 448	+ 318 %
Total	74 740	76 048	+ 1.75 %

1.5) Créances douteuses :

Type de crédit	2013	2014
Créances douteuses	3 394	4 015
Engagement par caisse (Bilan)	77 212	99 571
Engagement Total (Bilan + HB)	151 952 (**)	175 619 (**)
% des créances non performantes (douteuses) – par rapport à l’engagement total sain	2.2%	2.2%
% des créances non performantes (douteuses) – par rapport à l’engagement par caisse sain	4.3 %	4.0%

(**) Le montant total des engagements n’inclut pas les créances douteuses.

Nous notons le recul proportionnel des créances douteuses ; accompagné d’une revue en profondeur du portefeuille. Cette tendance à la baisse devrait continuer 2015.



B) Les crédits aux particuliers, aux professionnels et aux commerçants

L'activité retail pour l'exercice 2014 comme en 2013 a été essentiellement axée sur la commercialisation du produit BAYTI destiné aux particuliers.

La production des crédits PROLINE à destination des commerçants et des professionnels est restée, pour cette année également marginale.

Production des crédits Retail

En valeur, la production des crédits immobiliers BAYTI accordés en 2014 a augmenté de 82% par rapport à l'exercice précédent passant de 5 757 M DA en 2013 à 10 477 M DA en 2014, soit une augmentation de 4 720 M DA en valeur absolue.

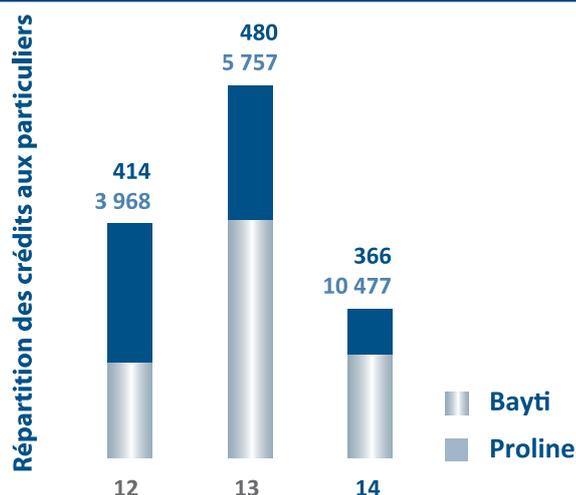
Cette croissance est essentiellement liée aux protocoles d'accord signés avec les promoteurs immobiliers pour le financement des acquéreurs. S'ajoute à ceci une forte croissance des crédits BAYTI à taux subventionnés, qui, en nombre constitue l'essentiel de la production.

Pour les produits proline les réalisations pour l'exercice 2014 ont connu une baisse dans la production des crédits proline de -3% par rapport à l'année 2013 tant en nombre qu'en montant. Compte tenu des contentieux importants enregistrés au niveau des agences pour ce type de produit, ces dernières préfèrent être plus rigoureuses dans la sélection de la clientèle.

L'encours des crédits Retail

MDZD

	2012	2013	2014
BAYTI	3 968	5 757	10 477
Proline	414	480	465
Total	4 382	6 237	10 942



Qualité du Portefeuille

Le portefeuille du Crédit aux Particuliers (Bayti + SAYARATI) a largement amélioré sa qualité. Les ratios se présentent comme suit :

Crédit aux particuliers		
	2013	2014
Encours aux particuliers	5 757	10 477
Créances douteuses (liées aux particuliers)	188	172
Provisions pour créances douteuses (particuliers)	92	88
Ratio Créances douteuses / encours	3.26%	1.64%

La situation pour Proline se présente comme suit :

Crédit aux particuliers		
Crédits aux Professions Libérales (Proline)	2013	2014
Encours aux particuliers	480	465
Créances douteuses (liées aux particuliers)	58	69
Provisions pour créances douteuses (particuliers)	12	35
Ratio Créances douteuses / encours	12 %	14.83%

Il est à mentionner que les encours des crédits BAYTI sont totalement couverts par des hypothèques (min 120% de couverture) alors que les crédits Proline sont couverts à 80% par une assurance insolvabilité.

Le renouvellement du contrat d'assurance insolvabilité avec la CIAR est actuellement remis en question (vu le lancement prochain de la ligne produit bancassurance et disqualification de la CIAR à l'issue de l'appel d'offres effectué par AGB).

C. Produits et services monétiques

Ce compartiment a connu pour l'année 2014 un accroissement considérable. En effet le volume de transactions traitées a pratiquement doublé. A titre d'illustration et concernant les opérations de retrait à partir de nos DAB, le montant enregistré est de près de 7,3 milliards soit une progression de 85% en comparaison avec 2013. Le taux de disponibilité de nos ATM, selon la Société interbancaire, est le plus élevé des institutions financières.

Il faut noter aussi que durant l'année 2014, AGB a lancé en collaboration avec un opérateur de téléphonie mobile, les premières acquisitions par internet. Deux autres contrats sont en cours de finalisation avec de très grandes entreprises de service.

A l'instar des exercices précédents, nos commerciaux ont mis l'accent sur ce volet, ce qui s'est traduit par l'émission de près de 39000 cartes nationales.

Une progression de 81%. L'émission de cartes internationales n'a été par contre que de 34% en 2014.

Approbation des résultats 2014

Rapport de certification 2014

Messieurs;

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons examiné les états financiers dont copie jointe au présent rapport, établis par Gulf Bank Algeria pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et comprenant :

- Le bilan Actif et Passif,
- Le hors bilan,
- Le compte de résultats,
- Le tableau des flux de trésorerie,
- Le tableau de variation des capitaux propres,
- L'annexe.

Les comptes de la Gulf Bank Algeria ont été arrêtés par le Conseil d'Administration tels qu'ils vous sont présentés lors de cette Assemblée Générale Ordinaire.

L'établissement des états financiers, conformément aux dispositions réglementaires émanant de la banque d'Algérie, relève de la responsabilité de la Direction de la Banque. Notre responsabilité en notre qualité de Commissaires aux Comptes consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de vérifications conformément aux normes d'audit généralement admises par la profession. Ces normes requièrent que l'Audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'erreurs ou d'anomalies significatives.

Il y a lieu de préciser que les comptes de la Gulf Bank Algeria -AGB- sont arrêtés conformément aux instructions de la Banque d'Algérie et au Système Comptable Financier Algérien.

Nos contrôles ont donc consisté à examiner, sur la base de tests, les éléments justifiant les montants présentés dans les états financiers. Notre audit nous a permis également d'évaluer les principes comptables appliqués et les estimations significatives faites par la Direction, ainsi que le respect de la présentation des états financiers dans leur ensemble.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons effectué les tests et vérifications que nous avons jugés nécessaires pour l'accomplissement des normes de la profession et l'expression de notre opinion. Compte tenu des résultats de ces travaux, nous estimons être en mesure d'affirmer que nos vérifications constituent une base raisonnable pour exprimer une opinion sur les comptes arrêtés au 31 Décembre 2014.

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les lois et règlements en vigueur. Les rapports spéciaux correspondants figurent dans la deuxième partie du présent rapport.

En outre, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations financières données dans le rapport de gestion qui vous sera présenté par le Conseil d'Administration.

Rapport de certification 2013 (suite)

Opinion sur les comptes :

Aux termes des diligences effectuées, nous sommes en mesure de certifier que les comptes annuels arrêtés au 31/12/2014 tels qu'ils vous sont présentés et annexés au présent rapport, avec un bilan totalisant à l'actif et au passif un montant de : **Cent soixante-seize milliards huit cent dix-neuf millions quatre cent cinquante et un mille Dinars Algériens (176 819 451 000 DA)** et un résultat bénéficiaire net de : **quatre milliard dix millions quatre cent vingt-trois mille Dinars algériens (4 010 423 000 DA)** sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la banque AGB au 31 Décembre 2014.

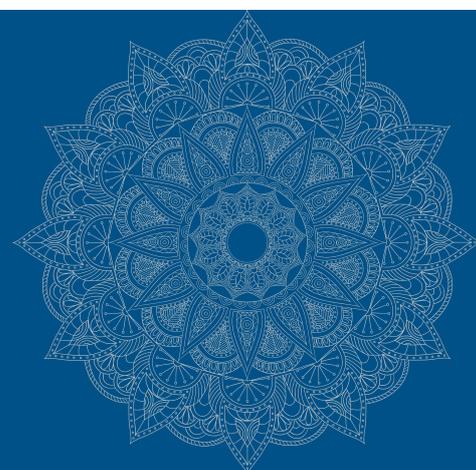
Cabinet C.C.A.
B. KHEDOUCI
Comptabilité - Conseils - Audit
BOUZAREAH - ALGER



MEGUELLATI



Etats Financiers 2014



ANNEXE N°1 du bilan au 31/12/2014

Milliers de DA

	ACTIF	31/12/2014	31/12/2013
1	Caisse, Banques Centrales, Centres des Chèques Postaux, Trésor Public	60 230 137	46 775 312
2	Actifs financiers détenus à des fins de transaction		
3	Actifs financiers détenus disponibles à la vente		
4	Prêts et créances sur les institutions financières	83 740	24 376
5	Prêts et créances sur la clientèle	101 162 236	81 240 932
6	Actif détenue jusqu'à l'échéance		
7	Impôt courant actif	1 577 683	1 407 058
8	Impôt différé actif	100 359	89 485
9	Autres actifs	152 829	124 306
10	Comptes de régularisation	3 524 031	2 228 363
11	Participation dans les filiales les co-entreprise ou les entités associées	15 675	15 675
12	Immeubles de placement		
13	Immobilisations corporelles	9 820 065	6 915 727
14	Immobilisations incorporelles	152 695	141 300
15	Ecart d'aquisition		
	TOTAL ACTIF	176 819 451	138 962 534

	PASSIF	31/12/2014	31/12/2013
1	Banque centrale, CCP		
2	Dettes envers les institutions financières	2 170	32 024
3	Dettes envers la clientèle	122 863 971	91 645 524
4	Dettes représentées par un titre	12 955 879	12 793 331
5	Impôts courants Passif	1 686 029	1 873 911
6	Impôts Différés Passif		
7	Autres Passifs	9 529 897	7 450 637
8	Comptes de régularisation	7 634 497	4 754 711
9	Provisions pour risques et charges	368 307	272 340
10	Subventions d'équipement autres subventions d'investissements		
11	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	1 402 123	1 199 395
12	Dettes subodonnées		
13	Capital	10 000 000	10 000 000
14	Primes liées au Capital		
15	Réserves	849 620	597 867
16	Ecart d'évaluation		
17	Ecart de réévaluation		
18	Report à nouveau	5 516 534	3 307 722
19	Résultat de l'exercice	4 010 423	5 035 072
	TOTAL PASSIF	176 819 451	138 962 534

ENGAGEMENTS HORS BILAN		31/12/2014	31/12/2013
A	A - Engagements Donnés	76 047 789	74 740 731
1	Engagements de financements en faveur des institutions financières		
2	Engagements de financement en faveur de la clientèle	51 845 638	65 326 453
3	Engagements de garantie d'ordre des institutions financières	13 544 293	1 275 281
4	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 657 859	8 138 998
5	Autres engagements donnés		
B	B - Engagements Reçus	14 197 859	12 497 990
8	Engagements de financements reçus des institutions financières		
10	Engagements de garanties reçus des institutions financières	6 459 793	5 989 560
11	Autres engagements reçus	7 738 066	6 508 430

ANNEXE N°2 COMPTE DE RESULTATS

Milliers DA

		31/12/2014	31/12/2013
	ENGAGEMENTS		
1	Intérêts et produits assimilés	7 401 970	5 632 742
2	Intérêts et charges assimilés	- 1 200 424	- 1 051 914
3	Commissions	4 446 515	6 009 646
4	Charges/Commissions	- 73 335	- 95 624
5	Gains ou pertes nets sur actifs financiers détenus à des fins de transaction		
6	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponible à la vente		
7	Produits des autres activités	4 868	25 468
8	Charges des autres activités		
9	PRODUIT NET BANCAIRE	10 579 594	10 520 317
10	Charges générales d'exploitation	- 3 930 724	- 3 206 837
11	Dotations aux Amortis / immobilisations	- 560 426	- 373 561
12	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	6 088 444	6 939 919
13	Dotations aux provisions et pertes de valeurs sur créances irrécouvrables	- 902 610	- 1 036 210
14	Reprise de provision, de perte de valeur et récupération sur créances amorties	180 495	684 983
15	RESULTAT D'EXPLOITATION	5 366 329	6 588 692
16	Gains ou pertes nets sur autres actifs		
17	Eléments extraordinaires Produits	10 657	
18	Eléments extraordinaires Charges	- 17682	
19	RÉSULTAT AVANT IMPÔT	5 359 304	6 588 692
20	Impôts sur les résultats et assimilés	- 1 348 881	- 1 553 619
21	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	4 010 423	5 035 072

ANNEXE N°3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (METHODE INDIRECTE) AU 31/12/2014

En milliers DA

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat avant impôts	5 359 304	6 588 692
.+/- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	564 948	352 705
.+/- Dotations nettes pour pertes de valeur des écarts d'acquisition et des autres immobilisations.		
Dotations nettes aux provisions et aux autres pertes de valeur	830 723	274 298
.+/- Perte nette /gain net des activités d'investissement		
.+/- Produits /charges des activités de financement		
.+/- Autres mouvements		
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements (Total des éléments 2 à 7)	1 395 671	627 002
.+/- Flux liés aux opérations avec les institutions financières	- 29 854	103 792
.+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	10 927 663	11 865 340
.+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers		
.+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 634 855	3 069 322
.-Impôts versés	- 1 718 262	- 2 090 941
.=Diminution /(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 9 à 13)	12 814 402	12 739 929
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLES (Total des éléments 18 et 14) (A)	19 569 377	19 955 623
.+/- Flux aux actifs financiers y compris les participations		
.+/- Flux liés aux immeubles de placement		
.+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 3 480 681	- 3 106 460
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 16 à 18) (B)	- 3 480 681	- 3 106 460
.+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	- 2 574 507	- 1 789 609
.+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 20 et 21) (C)	- 2 574 507	- 1 789 609
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)		
AUGMENTATION /(DIMUNITION)NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+B+C+D)	13 514 189	15 059 555
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	19 569 377	19 955 623
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	- 3 480 681	- 3 106 460
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	- 2 574 507	- 1 789 609
Effet de variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-	-

ANNEXE N° 3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2014 (suite)

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture (Total des éléments 26 et 27)	46 799 688	31 740 133
Caisse, banque central, CCP (Actif et passif)	46 775 312	31 721 782
Comptes (Actifs et passifs) et prêts/emprunts à vue auprès des institutions financières	24 376	18 351
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (Total des éléments 29 et 30)	60 313 877	46 799 688
Caisse, banque central, CCP (Actif et passif)	60 230 137	46 775 312
Comptes (Actifs et passifs) et prêts/emprunts à vue auprès des institutions financières	83 740	24 376
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	13 514 189	15 059 555

ANNEXE N°04 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers DA

INTITULÉ	Capital Social	Prime d'émission	Ecart d'évaluation	Ecart de réévaluation	Réserves et résultats
Solde au 31/12/2012	10 000 000				5 695 197
Impact des changements de méthodes comptables					
Impact des corrections d'erreur significatives					
Solde au 31/12/2012 Corrigé	10 000 000				5 695 197
Variation des écarts de réévaluation des immobilisations					
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente					
Variation des écarts de conversion					
Dividendes payés					-1 789 608
Opération en capital					
Résultat net de l'exercice 2013					5 035 072
Solde au 31/12/2013	10 000 000				8 940 661
Impact des changements de méthodes comptables					
Impact des corrections d'erreurs significatives					
Solde au 31/12/2013 corrigé	10 000 000				8 940 661
Variation des écarts de réévaluation des immobilisations					
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente					
Variation des écarts de conversion					
Dividendes payés					- 2 574 507
Opérations en capital					
Résultat net de l'exercice 2014					4 010 423
SOLDE AU 31/12/2014	10 000 000				10 376 577

Notes Explicatives

APPENDIX N°5 TO THE FINANCIAL STATEMENTS

NOTE N°1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Statuts

Gulf Bank Algeria a été créé en 2003 sous la forme de Société Par Actions. Elle a été agréée en qualité de Banque commerciale par la décision N° 03/03 de la Banque d'Algérie du 15 Décembre 2003.

2. Réseau d'exploitation AGB

Au 31 décembre 2014, la banque comptait un réseau de 44 agences en exploitation sur le territoire national.

La Banque a obtenu en 2014 les agréments pour l'ouverture des agences suivantes :

- Agence Ain Defla
- Agence Jijel
- Agence Khenchela
- Agence El Oued

La banque projette d'ouvrir au courant de l'exercice 2015 (9) agences citées ci-dessous qui sont en attentes des agréments de la part de la Banque d'Algérie :

- Guelma
- Medea
- Ghardaïa
- Chlef 2
- Adrar
- Relizane
- Bechar
- M'sila
- Skikda 2 (agence automatique)

3. Principales conventions et directives comptables

Les états financiers de la Gulf Bank Algeria (la banque) sont conformes aux règlements et principes comptables édictés par les lois et règlements de la Banque d'Algérie.

Les principes et règles comptables appliqués au sein de la banque sont conformes aux dispositions édictées par le plan comptable sectoriel algérien des banques et aux normes comptables en usage dans le système bancaire islamique dont les références sont rappelées ci-dessous :

- loi n° 07-11 du 25/11/2007 portant système comptable financier
- règlement n° 09-04 du 23 Juillet 2009 portant plan de comptes bancaire et règles comptables applicables aux banques et aux établissements financiers,
- règlement n°09-05 du 18 Octobre 2009 relatif à l'établissement et à la publication des états financiers des banques et des établissements financiers.

3.1 Règles de présentation des états financiers

Les états financiers sont confectionnés conformément au règlement n°09-05 du 18 octobre 2009 de la Banque d'Algérie, relatif à l'établissement et à la publication des états financiers des banques et des établissements financiers.

ANNEXE N° 5 AUX ETATS FINANCIERS

NOTE N°1

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.2 Règles d'évaluation des états financiers

3.2.1 Le coût historique

Les états financiers centralisent les comptes de l'ensemble des agences et sont élaborés conformément au principe de la continuité d'exploitation et du coût historique.

3.2.2 La conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires en devises de la banque sont convertis en dinars aux cours moyens en vigueur à la date de clôture. La banque ne génère pas de produits et charges libellés en devises.

3.2.3 Les prêts

Les prêts et créances sur la clientèle sont comptabilisés en coût. Les frais de transactions sont inscrits aux produits lors de leurs constatations. Une créance est considérée comme étant douteuse dès qu'elle est en impayée depuis plus de 90 jours et 180 jours pour les crédits immobiliers aux particuliers dans ce cas la totalité des créances détenues sur le client concerné sont considérées comme douteuses et font l'objet, après déduction des garanties financières et garanties hypothécaires selon les quotités admises dans le règlement N°03 - 2014 banque d'Algérie, d'une dotation pour perte de valeur conformément au même règlement. Les intérêts non recouverts sur ces créances sont calculés et comptabilisés en intérêts réservés. Ils ne sont imputés dans un compte de produit que lorsqu'ils sont effectivement encaissés.

Nous signalons la mise en place durant l'exercice 2014 du crédit immobilier "vente sur plan" destiné aux clients particuliers de la banque, le déblocage se fait en totalité (une seule tranche) avec consolidation du prêt après réception de l'attestation d'engagement du notaire portant sur l'établissement de l'acte de vente sur plan du logement et le bordereau d'hypothèque de 1er rang au profit de la banque

Dès consolidation le montant du prêt est logé dans un compte interne du passif « crédits emprunteurs VSP » qui fera objet de déblocage par tranches et par virement au profit du promoteur immobilier domicilié au niveau de nos guichets suivant l'avancement des travaux.

Le déblocage du prêt avec consolidation permet d'éditer l'échéancier de remboursement de l'emprunteur le jour du déblocage du crédit

3.2.4 Les amortissements

Les amortissements des immobilisations sont calculés sur la base de la méthode de l'amortissement constant. Les taux utilisés sont ceux couramment pratiqués, à savoir :

- Pour les immobilisations corporelles :

Matériel de bureau	10%
Télésurveillance	10%
Mobilier de bureau	10 %
Matériel de transport	20 %
Matériel informatique	20 %
Coffres forts	10 %
Agencements/installations	10 %
Mobilier et Equipements ménager	20 %

- Pour les immobilisations incorporelles :

Logiciels informatiques	20 %
-------------------------	------

3.2.5 Les provisions

- Les provisions pour créances douteuses nominatives :

Elles sont constituées conformément au règlement N°03-2014 du 16 Février 2014 de la Banque d'Algérie.

Une créance est considérée comme étant douteuse dès qu'elle est en impayée depuis plus de 90 jours hormis les crédits immobiliers aux particuliers dont la déchéance du terme est prononcée après 180 jours d'impayés. Dans ce cas, la totalité des créances détenues (déchéance du terme) sur le client concerné sont considérées comme douteuses et font l'objet, après déduction des garanties financières et 50% des garanties hypothécaires, d'une provision à hauteur de :

- 20% si la créance est impayée entre 91 et 179 jours. Cette créance est qualifiée de « créance à problèmes potentiels » ;
- 50% si la créance est impayée entre 180 et 365 jours. Cette créance est qualifiée de « créance très risquée » ;
- 100% si la créance est impayée depuis plus d'une année. Cette créance est qualifiée de « créance compromise »

Après l'expiration d'un délai de cinq (5) années à compter de la date de leur premier déclassement, les créances classées couvertes par des garanties réelles sont provisionnées en totalité sans déduction de ces garanties.

En cas de restructuration d'une créance classée, celle-ci est maintenue dans sa catégorie des créances classées pour une durée d'au moins douze (12) mois.

- Les Provisions pour Risques Bancaires Généraux :

La Banque constitue, conformément à la réglementation en vigueur, une provision pour risques bancaires généraux ce en application des dispositions de l'instruction 74/94 du 29/11/1994 de la Banque d'Algérie.

Cette provision est constituée annuellement à hauteur de 1% sur les créances courantes jusqu'à atteindre 3% du total des créances saines. La provision ainsi constituée n'est pas admise à déduction dans l'assiette fiscale.

Cette rubrique abrite également la provision réglementaire sur les crédits à moyen et long terme de 1 à 5% (Art 141 paragraphe 5 du Code des Impôts Directs et Taxes Assimilées) qui est considérée comme à caractère de réserve. Cette provision, contrairement au FRBG, est admise à déduction de l'assiette fiscale.

4. Réserves

4-1. Réserves légales

Conformément à l'article 717 du code de commerce et aux statuts de la Banque, il est constitué un fonds de réserve légale sur les bénéfices réalisés de 5% jusqu'à concurrence de 10% du capital. Les statuts de la Banque autorisent l'Assemblée Générale Ordinaire à affecter une partie du bénéfice net après déduction de la réserve légale, aux comptes des réserves facultatives.

4-2. Réserve obligatoire

Conformément à l'Instruction de la Banque d'Algérie N°02/04 du 13/05/2004 relative au régime des réserves obligatoires, Gulf Bank Algérie –AGB- détermine mensuellement, le montant de cet instrument de politique monétaire de la Banque d'Algérie, est calculé en extra comptable, qui s'élève au 31 Décembre 2014 à 15.450.326 KDA. Cette réserve est calculée au taux de 12% sur le montant cumulé des dépôts clientèles en dinars.

5. Réalisation des produits et marges

Les produits et marges générés pour les opérations de financement sont calculés à la date du contrat ; ces produits sont déterminés d'avance et comptabilisés dans des comptes rattachés et constatés en produits au fur et à mesure de leurs échéances.

Les commissions prélevées sur les crédits documentaires sont calculées dès leurs ouvertures et à l'application des conditions de banque en vigueur.

6. Compensation des comptes

La présentation des états financiers respecte le principe de la non compensation entre les postes du bilan, du hors bilan et ceux des produits et des charges.

Les opérations de même nature et celles dont la banque a un droit juridiquement exécutoire d'opérer à une compensation sont présentées à leur valeur nette.

7. Investissements en cours

Les dépenses d'investissement relatives aux projets d'ouverture d'agences sont comptabilisées par le siège en investissement en cours.

A l'ouverture de l'agence, ces dépenses sont imputées aux comptes correspondants des immobilisations.

8. Système informatique

Le système informatique en place depuis la création de la banque est dénommé SGB (Système Global Banking).

Il est basé sur l'approche « client » et dossiers ; il est multidevises, multi-langues et multi-sièges. Il est flexible et permet d'interfacer les différents modules avec d'autres systèmes en entrée et en sortie.

Les fonctionnalités du système permettent de prendre en charge les opérations suivantes :

- Ouverture de comptes ;
- Gestion client /comptes ;
- Gestion des mandataires des comptes ;
- Gestion des signatures déposées ;
- Gestion des chèquiers ;
- Gestion des opérations.

NOTE N°2

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF :

POSTE 2.A.1 : CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC ET CCP

31 12 2014	31 12 2013	Variation	%
60 230 137	46 775 312	13 454 825	29%

Ce poste constitue 34% du total bilan en 2014 soit au même niveau que celui de 2013, il regroupe l'ensemble des comptes de disponibilités immédiates en dinars et en devises de la banque, dont la ventilation est reprise ci-dessous:

Rubrique	31 12 2014	31 12 2013	Variation
Disponibilités en caisse DA	4 366 621	2 727 117	60%
Disponibilités en caisse DAB	345 112	234 476	47%
Disponibilités en caisse devises	364 866	161 762	126%
Compte chez la Banque d'Algérie DA	24 853 810	13 358 260	86%
Comptes chez la Banque d'Algérie devises	6 640 229	2 564 680	159%
Dépôts en consignes chez la Banque d'Algérie	9 592 950	4 261 626	125%
Compte chez les CCP	11 425	423 410	-97%
Comptes chez le Trésor Public	435 882	868 659	-50%
Facilité de dépôts	5 500 000	10 500 000	-48%
Comptes de prêt à terme	8 090 000	11 653 000	-31%
Autres avoirs	29 242.77	22 321.19	31%
TOTAL	60 230 137	46 775 312	29%

A signaler que 49% de cette trésorerie est rémunérée et qui représente le niveau des placements sur le marché interbancaires pour un montant de 29.040.326 KDA détaillé :

- Réserve obligatoire15.450.326 KDZD

Cette réserve est constituée sur le compte courant banque d'Algérie elle est calculée au taux de 12% sur l'ensemble des dépôts dinars de la clientèle

Placement sur marché monétaire :

- Placement de 96 jours en reprises de liquidité 996.000 KDZD taux annuel de 1.25% remboursable le 31 Mars 2015.
- Placement de 7 jours en reprises de liquidité7.094.000 KDZD taux annuel de 0.75% remboursable le 06 Janvier 2015.
- Placement de 3 jours en facilité de dépôts5.500.000 KDZD taux annuel de 0.3% remboursable le 03 Janvier 2015.

La contrevalet en dinars des dépôts en devises clientèle qui correspond à 11% des disponibilités de la banque s'élève à 6.712.453 KDZD, ce montant n'est pas une trésorerie réelle à la disposition de la banque.

Les comptes de liquidité immédiate de la banque, marquent une progression de 29% par rapport à l'exercice 2013 résultant essentiellement des dépôts de la clientèle toutes natures confondues, qui enregistrent un accroissement de 31 milliards de DA (soit+30%).

La trésorerie immédiate de la banque se situe à un niveau appréciable. Avec les actifs réalisables à court terme, elle couvre la somme des exigibilités à vue et à court terme. Le coefficient de liquidité dit d'observation au 31/12/2014 calculé en application de l'instruction N°07-2011 de la banque d'Algérie est de 2.28 % le minimum accepté étant de 1%.

POSTE 2.A.2 PRETS ET CREANCES SUR LES INSTITUTIONS FINANCIERES

31 12 2014	31 12 2013	Ecart en valeur	Ecart %
83 740	24 376	59 364	244%

Il s'agit d'avoir détenus auprès :

- des confrères Algérie 477 KDA
- des correspondants étrangers (CV/DA) 83 270 KDA

TOTAL 83 270 KDA

L'augmentation enregistrée par ce poste s'explique pour l'essentiel, par celle de nos avoirs chez les correspondants étrangers, constitués à fin décembre 2014 en couverture d'opérations de commerce extérieur dont le règlement est imminent.

POSTE 2.A.3 : PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

31 12 2014	31 12 2013	Variation	%
101 162 236	81 240 932	19 921 304	25%

En valeur relative, ce poste représente 57% du total du bilan de la banque contre 58% à la fin 2013.

Les créances sur la clientèle, en valeur brut, se sont accrues de 20.453.332 Milliers de Dinars, soit 25% de plus par référence à 2013. Cette forte augmentation est liée au développement de l'activité de la banque d'une part, et à l'extension de son réseau d'exploitation qui s'est renforcé de huit (4) nouvelles agences au cours de l'année 2014.

L'analyse de ces créances par types, par agents économiques, par durée résiduelle et suivant la qualité (Risques sur l'encours) est fournie dans les tableaux ci-dessous.

- Analyse par type de prêt et agents économiques ;

000'DZD

Type crédits	Dec-14		Dec-13		Variation Entreprise	Variation Ménages
	Entreprises	Ménages	Entreprises	Ménages		
Crédits Court Terme						
Crédit d'Exploitation	64 850 854	509 616	57 698 521	178 214	12%	186%
Financement de stock	15 000		21 134		-29%	
Facilité de caisse	2 064 785	8 231	2 217 239	3 926	-7%	110%
Autres crédits à court terme	164 923	3 980		1 252		218%
TOTAL CCT	67 095 562	521 827	59 936 894	183 392	12%	185%
Crédits Moyen Terme						
Autres crédits à moyen terme	19 014 275	155 180	11 885 639	110 504	60%	40%
Crédit bail mobilier	298 646		16 380		1723%	
Crédit à la consommation		175 932		348 666		-50%
Crédit immobilier aux promoteurs	1 099 648		759 098		45%	
TOTAL CMT	20 412 569	331 112	12 661 117	459 170	61%	-28%
Crédit Long Terme						
Crédit Bail Immobiliers	4 477 145	108 865	3 972 229	28 714	13%	279%
Crédit d'Investissement	82 565	210 399	69 488	64 738	19%	225%
Prêt hypothécaire à l'habit		10 346 232		5 757 201		80%
TOTAL CLT	4 559 710	10 665 496	4 041 717	5 850 653	13%	82%
TOTAL GÉNÉRAL DES CRÉDITS	92 067 841	11 518 435	76 639 728	6 493 215	20%	77%
Créances classées						
Créances à problèmes potentiels	130 780		652 414		-80%	
Créances très risquées	666 409		1 776 696		-62%	
Créances compromises	3 045 304	172 920	776 886	188 403	292%	-8%
TOTAL CRÉANCES CLASSÉES	3 842 493	172 920	3 205 996	188 403	20%	-8%
Pertes de valeur sur créances classées	2 335 752	88 288	1 799 989	92 022	30%	-4%
TOTAL CRÉANCES CLIENTÈLES (VALEUR NETTE)	89 732 089	11 430 147	74 839 739	6 401 193	20%	79%

Les crédits aux ménages ont enregistré une hausse de 79% tirées essentiellement par les crédits à l'habitat (+80%).

A fin 2014, les crédits d'investissements et les crédits immobiliers représentent 34% du total des crédits contre 27% à fin décembre 2013.

- Analyse par durée résiduelle :

000'DZD

Créances envers la clientèle par durée résiduelle

Maturité résiduelle	Dec - 14	Dec - 13
Inférieur à 1 an	74 085 414	68 464 271
Entre 1 et 2 ans	5 294 324	926 201
Entre 2 et 3 ans	1 899 189	2 008 104
Entre 3 et 4 ans	3 883 253	7 34 008
Entre 4 et 5 ans	2 533 279	3 081 342
Entre 5 et 6 ans	2 319 228	333 512
Entre 6 et 7 ans	679 852	155 557
Entre 7 et 8 ans	189 635	625 105
Entre 8 et 10 ans	4 167 562	3 473 746
Supérieur à 10 ans	8 534 540	3 331 096
TOTAL BRUT	103 586 276	83 132 943
Perte de valeurs	2 424 039	1 892 011
TOTAL NET	101 162 237	81 240 932

A fin décembre 2014, 71% des crédits à la clientèle ont des échéances de remboursements inférieurs à une (1) année contre 82% à fin 2013.

Les crédits supérieurs à un (1) an passent de 14.68 Milliards de DA en 2013 à 29.50 Milliards de DA en 2014 soit une augmentation de plus de 100%.

- Analyse par Zone géographique :

En milliers DZD

Répartition crédit à la clientèle par zone géographique 2013/2014

Crédit à la clientèle	Dec - 13			TOTAL
	Région centre	Région Est	Région Ouest	
Créances C.T.	36 885 633	12 811 846	5 287 747	54 985 226
Créances M.T. et L.T.	11 801 535	7 553 305	3 344 100	22 698 940
Créances impayées	1 552 691	1 688 306	315 768	3 556 766
TOTAL	50 239 859	22 053 457	8 947 616	81 240 932

Crédit à la clientèle	Dec - 14			TOTAL
	Région centre	Région Est	Région Ouest	
Créances C.T.	39 640 137	16 337 554	6 751 403	62 729 094
Créances M.T. et L.T.	18 989 933	11 050 188	4 937 812	34 977 934
Créances impayées	1 872 191	1 163 455	419 562	3 455 209
TOTAL	60 502 261	28 551 197	12 108 778	101 162 236

A fin 2014, la concentration des crédits par zone géographique se présente :

- 60% des crédits sont concentrés au niveau de la région Centre contre 62% à fin 2013
- 28% des crédits sont concentrés au niveau de la région Est contre 27% à fin 2013
- 12% des crédits sont concentrés au niveau de la région Ouest contre 11% à fin 2013

- Analyse comparative qualité de l'encours :

000'DZD

Coût du risque envers la clientèle

Risque sur l'encours crédits	Dec - 14	Dec - 13	Evolution (%)
Total créances	103 875 703	83 132 943	25.0%
Total des impayés sur créances	1 867 734	2 054 378	-9%
Créances douteuses	4 015 413	3 394 399	18.3%
<i>Ménages</i>	172 921	188 403	-8.2%
<i>Sociétés</i>	3 842 492	3 205 996	19.9%
Pertes de valeurs (provisions)	2 424 039	1 892 011	28.1%
<i>Ménages</i>	88 288	92 022	-4.1%
<i>Sociétés</i>	2 335 752	1 799 989	29.8%
Taux de couvertures des CD (%)	60.4%	55.7%	
Taux des créances douteuses	3.9%	4.1%	
Taux des impayés (%)	1.8%	2.5%	
Taux de provisionnement total créances	2.33%	2.28%	

- Le taux des créances douteuses est de 3.9% à fin décembre 2014 contre 4.1% à fin décembre 2013.
- Le niveau des impayés (retards de paiements inférieurs à 90 jours et 180 jours pour l'immobilier aux particuliers) est de 1.8% en 2014 contre 2.5% en 2013.

POSTE 2.A.4 : IMPOTS COURANTS ACTIFS

31 12 2014	31 12 2013	Variation	%
1 577 683	1 407 058	170 625	12%

Avec 0.89% du total bilan, le contenu de ce poste représente essentiellement les acomptes provisionnels payés au titre de l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) de l'exercice 2014 dont le montant s'élève à 1.478.794 KDZD contre 1.357.801 KDZD payés en 2013.

L'accroissement s'explique par le fait que les acomptes versés en 2014 sont calculés sur le résultat de l'année 2013 qui est en nette évolution par rapport à l'exercice 2012.

POSTE 2.A.5 : IMPOTS DIFFERES – ACTIF

31 12 2014	31 12 2013	Variation	%
100 359	89 485	10 874	12%

Il s'agit de la partie de l'impôt IBS à récupérer (créances sur le trésor) au cours de l'exercice 2015 au moment du paiement effectif de certaines charges ayants fait l'objet de provisions non déductibles de l'assiette IBS, il s'agit :

- Congés à payer (y compris les reliquats)..... 25.609 KDZD
- Bonification sur le résultat 2014..... 42.422 KDZD
- Provision pour pensions et obligations similaires..... 31.591 KDZD
- Honoraires commissaires aux comptes 736 KDZD

POSTE 2.A.6 : AUTRES ACTIFS

31 12 2014	31 12 2013	Variation	%
152 829	124 306	28 523	23%

Ce poste en s'inscrivant à 152.829 Milliers Dinars, marque une progression s'élevant à 28 523 Milliers Dinars par référence à son niveau de fin 2013 le tableau ci-dessous fait apparaître la variation des postes constituant cette rubrique :

Désignations	31 12 2014	31 12 2013	%
Avances aux fournisseurs	9 887	18 125	83%
Cautionnements versés	66 246	63 093	-5%
Autres créances d'investissements	32 861	50 881	55%
Débiteurs divers		48	
Stock de fournitures	15 312	20 683	35%
Timbres fiscaux	90	68	-25%
Imprimés de banque	4 175	3 657	-12%
Fournitures de bureau	675	826	22%
Consommables informatiques	5 039	6 222	23%
Bons de carburant	1 323	1 729	31%
Fournitures monétiques		4 510	
Autres matières et fournitures consommables	4 009	3 671	-8%

POSTE 2.A.7 : COMPTES DE REGULARISATION

000'DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution %
3 524 031	2 228 363	1 295 668	58%

L'augmentation enregistrée sur cette rubrique qui représente 2% du total bilan, est tirée essentiellement par le poste télécompensation qui fait ressortir les valeurs télé traitées durant les journées du 30 et 31 décembre.

Le détail est mentionné dans le tableau suivant :

Désignations	31 12 2014	31 12 2013	Evolution %
Chèques effets en recouvrements	129 870	68 942	-47%
Chèque retournés en attente de régularisations	243 499	755 857	210%
Chèques impayés à rejeter en télécompensation	8 371	14 192	70%
Télécompensation	1 448 161	2 019 969	39%
Frais constatés d'avances	329 322	396 206	20%
Comptes transitoires	58 956	66 417	13%
Opérations en attente d'imputations	10 182	202 448	1 888%
TOTAL	2 228 361	3 524 031	58%

POSTE 2.A.8: PARTICIPATIONS, FILIALES, CO-ENTREPRISES, ENTITES ASSOCIEES

000'DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
15 675	15 675	-	0%

Cette rubrique n'a connu aucune évolution au terme de l'année 2014, elle abrite la participation de la banque au capital des deux institutions suivantes :

- Fonds de garantie des dépôts bancaires (FGDB) participation 3.571%, montant 10.000 KDZD
- Centre de pré-compensation interbancaire, (CPI) participation 0.66% montant 5.675 KDZD

POSTE 2.A.9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles	31 12 2014	31 12 2013	Variations	Evolution (%)
Valeur brute	11 297 375	7 871 749	3 425 626	44%
Amortissements	1 477 310	956 022	521 288	55%
Valeur nette comptable	9 820 065	6 915 727	2 904 338	42%

En valeur nette comptable, les immobilisations corporelles de la banque enregistrent un accroissement de 2.904.338 KDZD, soit + 42% par rapport à 2013, ce poste représente 6% du total bilan en 2014.

Par nature, les immobilisations corporelles se décomposent ainsi :

000'DZD

Désignation	31/12/2013	31/12/2014	Ecart en valeur	Var %
Terrains	1 414 333	2 384 500	970 167	69%
Bâtiments sociaux	1 405 548	754 131	- 651 417	-46%
Mobilier et équipement ménager	16 107	16 777	670	4%
Coffres forts	39 859	67 878	28 019	70%
Aménagements sociaux	2 297	1 845	- 452	-20%
Matériel informatique	360 306	621 027	260 721	72%
Autres matériels de bureau	269 004	326 245	57 241	21%
Mobilier de bureau	108 539	116 832	8 293	8%
Matériel de transport	109 193	117 823	8 630	8%
Télé-surveillance	33 801	39 649	5 848	17%
Aménagements	2 962 172	4 322 376	1 360 204	46%
Investissement en cours	1 150 590	2 528 292	1 377 702	120%
TOTAL BRUT	7 871 749	11 297 375	3 425 626	44%

Amortissement	31/12/2013	31/12/2014	Ecart en valeur	Var %
Batiments administratifs	35 938	57 640	21 702	60%
Coffres-forts	7 655	13 056	5 401	71%
Matériel informatique	160 799	235 716	74 917	47%
Autre matériels de bureau	61 965	93 087	31 122	50%
Mobilier de bureau	43 088	51 505	8 417	20%
Matériel de transport	59 758	74 143	14 384	24%
Télé-surveillance	12 608	15 504	2 895	23%
Aménagements	569 337	928 473	359 136	63%
Autre matériel et outillage	1 448	1 553	105	7%
Mobilier et équipements sociaux	3 427	6 634	3 208	94%
TOTAL AMORTISSEMENT	7 871 749	11 297 375	3 425 626	44%

Les immobilisations corporelles de la banque en s'inscrivant, en valeur d'acquisition, à 11.297.375 milliers DA, contre 7.871.749 milliers de DA à fin décembre 2013, marquent une progression de 3.425.626 milliers de DA, soit +44%, cette progression concerne essentiellement les postes suivants :

- **Terrains** : il s'agit de l'imputation de la bâtisse d'une superficie de 1400 M² sis El Biar – Alger dans le coût du terrain après sa démolition au courant de l'année 2014 - Cette bâtisse a été constaté en 2013 sur la rubrique Bâtiments pour un montant de 960 000 KDZD.
- **Aménagements** : s'expliquant d'une part par le redéploiement sur des nouveaux locaux des structures centrales de la banque, d'une autre part par l'extension du réseau et des activités de la banque .
- **Investissements en cours** : La variation significative de ce poste est liée essentiellement aux travaux réalisés sur la construction du nouveau siège social AGB sis El Biar qui font ressortir des dépenses de l'ordre de 685 030 Milliers de DA constatées durant l'exercice 2014. Le reste concerne principalement les travaux d'aménagements des agences en cours de réalisations.

Dans le même temps, il a été procédé à de nouveaux amortissements pour un total de 521.288 milliers de DA au titre de l'année 2014.

Les immobilisations corporelles amortissables de la banque sont amorties globalement à 21% de leur valeur brute en 2014 contre 18% à fin 2013.

POSTE 2.A.10 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En DA

Immobilisations incorporelles	31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
Valeur brute	310 605	255 550	55 055	22%
Amortissements	157 910	114 249	43 661	38%
Valeur nette comptable	152 695	141 301	11 394	8%

L'accroissement enregistré dans ce poste est relatif aux acquisitions faites par la banque de divers logiciels permettant :

- L'amélioration de la qualité de service offerte à la clientèle ;
- L'amélioration de la productivité des employées de la banque ;
- L'optimisation des contrôles en amont et en aval des transactions bancaires.

Il s'agit entre autres de :

- STEMATCH SOFTWARE : Logiciel permettant le dénotage des états de rapprochement NOSTRO ;
- AEG MONITORING : supervision des applications SWIFT ;
- VMWARE : logiciel permettant la virtualisation des serveurs de la banque.
- AUTOCAD SOFTWARE : logiciel utilisé par les services du département développement du réseau dans le cadre de l'aménagement des agences.

PASSIF:

POSTE 2.P.1 : DETTES ENVERS LES INSTITUTIONS FINANCIERES

En DA

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
2 170	32 024	- 29 854	- 93%

A fin 2014, ce poste abrite exclusivement les dépôts à vue de l'institution financière MAGHREB LEASING. La diminution enregistrée comparativement à l'exercice 2013 s'explique par les remboursements effectués au cours de l'exercice 2014 des montants restants des emprunts à terme contractés auprès de la Société de Refinancement Hypothécaire (SRH) ce dans le cadre des crédits immobiliers réalisés par la banque.

POSTES 2.P.2 : DETTES ENVERS LA CLIENTELE

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
122 863 971	91 645 524	31 218 447	34%

En s'inscrivant à 122.863.971 milliers de DA, ce poste représente 69% du total du bilan de la banque et recouvre l'ensemble des dépôts de la clientèle à vue et à terme, hors bons de caisse. Ces derniers figurent dans le poste « dettes représentées par un titre ».

L'ensemble des dépôts de la clientèle y compris les dépôts souscrits sous forme de bons de caisse, totalisent 135.819.850 milliers de Dinars et représentent 77% du total du bilan de la banque.

Par nature, ces dépôts progressent de 31.218.447 Milliers de Dinars soit 34% de plus que leur niveau de 2013 et se répartissent comme suit :

Désignation	31 12 2014	31 12 2013	Différence	En DA
				Evolution (%)
Comptes sur livret	10 894 242	6 805 654	4 088 588	60%
Comptes de dépôts à terme	16 831 066	11 781 877	5 049 189	43%
Comptes courants	42 430 994	31 965 975	10 465 019	33%
Comptes de chèques	8 840 326	5 676 123	3 164 203	56%
Provisions Reçues en Garantie	22 619 304	31 622 952	-9 003 648	-28%
Autres comptes de dépôts	14 657 758	1 707 357	12 950 401	759%
COMPTES DEISES	6 590 281	2 085 586	4 504 695	216%
Comptes à vue devises	6 542 456	1 995 951	4 546 505	228%
Comptes à terme devises	47 825	89 635	-41 810	-47%
TOTAUX	122 863 971	91 645 524	31 218 447	34%

La ressource en Dinars collectée auprès de la clientèle enregistre une augmentation de l'ordre de 26 713 751 Milliers de DA comparativement à l'exercice 2013 tirée essentiellement par les dépôts des entreprises pour 10 465 019 Milliers de DA et les autres dépôts pour 12 950 401 milliers de DA.

Pour le chapitre 'autres dépôts', il s'agit essentiellement des provisions pour règlements des remises documentaires qui ont enregistrées une augmentation de 7 955 698 milliers de DA suite à libération de ce mode de règlement pour le COMEX durant l'exercice 2014.

La baisse des provisions pour règlement des engagements de 9 003 648 milliers de DA tirés essentiellement par les provisions sur CREDOC qui ont baissées de 8 913 804 milliers de DA (-34%) en 2014 comparativement à 2013 conséquence de la libération en 2014 de la remise documentaire comme mode de règlement des opérations de COMEX.

- Par agents économiques, ces ressources se détaillent selon le tableau ci-après :

En Milliers de DA

Dettes envers la clientèle par agents économiques

Désignation	Dec - 14		Dec - 13		Variation Entreprises	Variation Ménages
	Entreprises	Ménages	Entreprises	Ménages		
Dépôts à vue	44 321 262	11 240 071	31 965 975	5 676 975	39%	98%
Dépôts à terme	13 398 982	3 432 084	10 703 696	1 078 180	25%	218%
Comptes d'épargne (livrets)		10 894 242		6 805 654		60%
Retenues de garanties sur engagements	22 619 304		30 162 911		-25%	
Comptes devises	2 817 395	3 772 886	206 930	2 189 305	1 262%	72%
Autres dépôts	9 297 769	1 069 976	1 833 848	1 022 902	407%	5%
TOTAL GENERAL	92 454 712	30 409 259	74 873 360	16 772 164	23%	81%

- Par Zone géographique, ces ressources se détaillent selon le tableau ci-après :

En Milliers de DA

Dettes envers la clientèle par zone géographique

Région	Dec - 14	Dec - 13	Evolution (%)
Centre	78 513 472	57 636 307	36%
Est	28 576 341	21 938 205	30%
Ouest	15 774 158	12 071 012	31%
TOTAL	122 863 971	91 645 524	34%

En terme de concentration, 64% des dépôts de la clientèle sont enregistrés au niveau de la région centre.

POSTE 2.P.2 : DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

000'DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
12 955 879	12 793 330	162 548	1%

En s'inscrivant à 12.955.879 Milliers de Dinars, les dépôts souscrits par la clientèle sous forme de bons de caisse, enregistrent une progression de (+1%) par rapport à fin 2013.

Ces dettes représentées par un titre au 31/12/2014 se détaillent :

- Bons de caisse nominatifs 2 868 100 Milliers de DA
- Bons de caisse aux porteurs 2 229 200 Milliers de DA
- Bons de caisse aux porteurs participatifs 5 711 600 Milliers de DA
- Bons de caisse nominatifs participatifs 1 901 600 Milliers de DA
- Dettes rattachées 245 379 Milliers de DA

La durée résiduelle pour l'ensemble des ressources collectées par terme en dinars (BDC et DAT) se présente :

En milliers DZD

Compte à terme	Dettes à terme par durée résiduelle			
	Dépôt à terme	Bon De Caisse	Dépôt à terme	Bon De Caisse
Moins de 3 mois	1 625 905	1 328 379	618 138	1 459 930
De 3 mois à 6 mois	5 585 678	2 476 100	1 094 733	2 003 733
De 6 mois à moins de 12 mois	7 350 334	5 438 600	4 852 388	4 822 900
De 12 mois à moins de 18 mois	1 547 299	896 100	4 648 614	2 275 800
De 18 mois à moins de 24 mois	330 250	1 047 200	17 903	780 100
De 24 mois à moins de 30 mois	325 600	402 500	400 100	364 600
De 30 mois à moins de 36 mois	10 000	634 500	100 000	462 500
De 36 mois à moins de 48 mois	20 000	543 000	50 000	399 000
De 48 mois à moins de 60 mois	1 000	114 500		215 000
Plus de 60 mois	35 000	75 000		10 000
TOTAL	16 831 066	12 955 879	11 781 876	12 793 330

Nous signalons que la banque a supprimé en courant de l'exercice 2014 les souscriptions des bons de caisses anonymes et cela dans le cadre de la politique de lutte contre le blanchiment d'argent.

POSTE 2.P.3 : IMPOTS COURANTS PASSIF

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
1 686 029	1 873 911	- 187 882	- 10%

A fin 2014, ce poste qui représente 0.9% du total bilan reprend essentiellement l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) à liquider au plus tard le 30 avril 2015 pour un montant 1.359.754 Milliers Dinars calculé au taux de 23% conformément à la loi de finance 2015 contre 1.643.104 Milliers DZD à fin 2013 calculé au taux de 25%.

La liquidation de l'IBS 2014 après déduction des acomptes provisionnels déjà versés au cours de l'année 2014 et dont le montant s'élève à 1.478.794 Milliers de Dinars (voir le poste « Impôts courants Actif » dégagera un trop versé en IBS de 119.040 KDZD au titre de l'exercice 2014 que la banque fera valoir au niveau des services fiscaux sur les acomptes provisionnels de l'exercice 2015.

POSTE 2.P. 4 AUTRES PASSIFS

			000'DZD
31 12 2014	31 12 2013	Variations	Evolution (%)
9 529 897	7 450 637	2 079 260	28%

Avec 5% du total bilan au 31/12/2014, ce poste qui traduit les dettes provenant de divers comptes dont le détail est repris sur le tableau ci-dessous :

Désignations	31 12 2014	31 12 2013	Variations	%
Chèques de banque émis	6 700 736	8 839 442	2 138 706	32%
Dettes para fisclae (sécurité sociales, CNAS)	52 235	66 153	13 918	27%
Créditeur des frais d'assurance	22 389	21 971	418	- 2%
Oeuvres sociales	69 553	79 600	10 047	14%
Fournisseurs - Retenues de garantie	79 963	122 896	42 933	54%
Comptes courants créditeurs des associés	60 542	60 542	0	0%
Dettes envers fonds de garantie bancaire	150 090	213 827	63 737	42%
Autres créditeurs divers	315 129	125 466	189 663	- 60%
TOTAL	7 450 637	9 529 897	2 079 260	28%

L'augmentation de ce chapitre (+28%) est générée essentiellement par le poste provision pour chèques de banque émis +32% qui est la conséquence de la croissance continue des opérations avec la clientèle traduit notamment par l'augmentation de leurs dépôts en nombres et en montants durant l'exercice 2014.

POSTE 2.P. 4 COMPTES DE REGULARISATION

31 12 2014	31 12 2013	Variations	Evolution (%)
7 634 497	4 754 711	2 879 786	61%

Ce poste enregistre les opérations transitoires, il représente 4% du total bilan à fin 2014 contre 3% à fin 2013, il affiche un solde de 7.634.497 Milliers de DA, marquant ainsi une augmentation de 61% par référence à fin 2013 et résultant essentiellement des rubriques suivantes :

Désignations	31 12 2013	31 12 2014	Variations	%
Transactions VISA/MASTERCARD en attente	38 665	46 447	7 782	20%
Excédent de caisse	2 322	9 551	7 229	311%
Opérations en attentes d'exécution	271 657	594 966	323 309	119%
Compensation monétique et devises		13 462	13 462	
Chèques, effets exigibles à l'encaissement	3 211 959	4 949 823	1 737 864	54%
Chèques, effet en recouvrement (envoi)	486 259	777 498	291 239	60%
Intérêts perçus d'avance/Crédit	530 051	783 742	253 691	48%
Frais à payer	213 798	459 007	245 209	115%
TOTAL	4 754 711	7 634 497	2 879 789	61%

L'augmentation de ce chapitre de +61% est générée essentiellement par les comptes transitoires issus des opérations avec la clientèle qui ne cessent de croître par volume et montant d'année en année. A signaler à fin 2014, le reclassement sur le poste "frais à payer" du compte "Autres sommes dues aux personnels". Ce compte était positionné sur le chapitre « Autres Passif » à fin 2013.

POSTE 2.P. 6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

31 12 2014	31 12 2013	Variations	Evolution (%)
368 307	272 340	95 967	35%

Ce chapitre abrite les provisions en couverture de :

- Risque d'exécution des engagements par signature délivrés en faveur de certains clients dont les créances impayées ont été classées (créances douteuses) pour un montant de 65.750 KDZD
- Risques opérationnels 32.982 KDZD
- Divers litiges avec des tiers 132.222 KDZD
- Provisions pour pensions et obligations similaires (Indemnité de départ en retraite) 137.353 KDZD

POSTE 2.P. 7 : FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Désignation	Taux réglementaire	Dec - 13	Taux appliqué	Dec - 14	Taux appliqué	Evolution
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) sur les crédits court terme	de 1 à 3%	568 937	1.00%	644 374	1.00%	13%
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) sur les crédits moyen terme et long terme	de 1 à 3 %	403 469	1.78%	602 465	1.72%	49%
Provision réglementée sur les crédits moyen et long terme	Jusqu'à 5%	226 989	1.00%	155 284	0.44%	-32%
TOTAL GENERAL		1 199 395		1 402 123		17%

Ce poste s'explique exclusivement par la constitution de la provision pour risques bancaires généraux à caractère de réserve prévue par le règlement 74/94 de la Banque d'Algérie. Cette provision est dotée annuellement à hauteur de 1% du total des créances courantes ; elle cesse d'être dotée lorsqu'elle atteint un taux de 3%.

Aussi, ce poste abrite la provision réglementée à caractère de réserve au taux appliqué de 0.44% en 2014 contre 1% à fin 2013 sur les crédits moyens et long terme comme l'admet l'article N°141 paragraphe 5 du Code des Impôts Directs et Taxes Assimilées.

POSTE 2.P. 8: CAPITAL SOCIAL

000' DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
10 000 000	10 000 000	-	0%

Le capital social de la Banque n'a pas connu de changement au terme de l'année 2014.

POSTE 2.P. 9: RESERVES

000'DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
849 620	10 000 000	-	0%

Ce poste est constitué par la réserve légale dont l'évolution de +42% correspond à l'affectation au taux de 5% du bénéfice réalisé au titre de l'année 2013, soit 251.754 Milliers Dinars. Le maximum requis pour cette réserve est de 1.000.000.000 DA soit 10% du capital.

POSTE 2.P.10 REPORT A NOUVEAU

000'DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
5 516 534	3 307 722	2 208 812	67%

En s'inscrivant à 5.516.534 milliers de DA, ce poste marque une forte augmentation par référence à fin 2013, soit+67% résultant de l'affectation au compte report à nouveau d'une partie du résultat bénéficiaire enregistré au titre de l'année 2013, soit 2.208.812 milliers DA contre une affectation de 2.009.518 milliers de DA enregistrée en 2013 sur le résultat 2012.

POSTE 2.P.11: RESULTAT DE L'EXERCICE

000'DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variation	Evolution (%)
4 010 423	5 035 072	- 1 024 649	- 20%

Le résultat net s'affiche à 4.010.423 milliers de DA, marque une régression de 20% par rapport à fin 2013 ce après avoir subi un impôt sur le bénéfice des sociétés de 1.348.881 milliers de DA. Ce résultat sera soumis pour répartition à l'Assemblée Générale Ordinaire de la banque.

NOTE N° 3

INFORMATIONS RELATIVES AU HORS BILAN

A - ENGAGEMENTS DONNÉS

000' DZD

31 12 2013	31 12 2012	Variations	%
76 047 789	74 740 731	1 307 058	2%

POSTE 3.HB.1 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT FAVEUR CLIENTELE

Désignation	2012	2013	Evolution
Lettre de crédit (CREDOC)	44 387 126	57 486 184	-23%
Lettre de crédits à différés de paiements	4 554 962	5 187 633	-12%
Autres engagements de financements	2 903 550	2 652 636	9%
Total engagements de financements	51 845 638	65 326 453	-21%

Les engagements enregistrés par ce poste sont constitués au 31/12/2014 à hauteur de 94% (soit 48.942 millions de DA) par les ouvertures de crédit documentaires en faveur de la clientèle, contre 96% (soit 62.673 millions de DA) en 2013.

La baisse enregistrée au niveau des crédits documentaires est générée essentiellement aux dispositions légales contenues dans la LFC 2014 qui autorise la remise documentaire comme mode de règlement dans les opérations du commerce extérieur

A noter qu'à fin 2013 et selon les dispositions des LFC 2009,2010 et 2011 qui étaient en vigueur, celles-ci limitées le Credoc comme seul mode de règlement pour certaines opérations du commerce extérieur.

POSTE 3.HB.2: ENGAGEMENTS DE GARANTIES D'ORDRE DES INSTITUTIONS FINANCIERES

000' DZD

31 12 2013	31 12 2012	Variations	%
13 544 293	1 275 281	12 269 012	962%

Ces engagements représentent principalement des garanties délivrées, sur ordre de banques étrangères pour le compte de sociétés étrangères exerçant en Algérie dans le cadre de marchés, au bénéfice d'opérateurs Algériens (Administrations et Sociétés).

POSTE 3.HB.3 : ENGAGEMENTS DE GARANTIES D'ORDRE DE LA CLIENTELE

Désignation	Dec - 14	Dec - 13	Evolution
Lettre de garantie	1 014 424	900 712	13%
Avals donnés sur effets de commerce	576 780	763 751	-24%
Cautions de bonne exécution	4 666 001	3 278 347	42%
Cautions de restitutions d'avance	3 390 828	2 409 529	41%
Cautions douanes d'ordre clientèle	1 009 826	786 657	28%
Total engagements de garanties	10 657 859	8 138 998	31%^s

Ces garanties qui progressent de 31% correspondent principalement aux engagements souscrits en faveur de la clientèle sous forme d'avals et de cautions.

B - ENGAGEMENTS RECUS

000' DZD

31 12 2014	31 12 2013	Variations	%
14 197 859	12 497 990	1 699 870	14%

POSTE 3.HB.4 : ENGAGEMENTS DE GARANTIES RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES

Désignations	Dec - 14	Dec - 13	Evolution
Aval reçus s/Eff. de Cce escomptés	1 209 679	769 981	57%
Garantie reçues sur instruments escomptés	91 745	61 537	49%
Cautions reçues o/Inst. financière	5 158 369	5 158 041	0.01%
TOTAL GARANTIES RECUES DES IF	6 459 793	5 989 559	8%

Ces engagements correspondent à des garanties bancaires reçues par la banque, et ce en faveur de sa clientèle d'engagements.

POSTE 3.HB.5 : AUTRES ENGAGEMENTS DE GARANTIES RECUS

Désignations	Dec - 14	Dec - 13	Evolution
Nantissements dépôts titres émis par AGB	359 900		
Nantissements dépôts titres des autres banques	7 378 166	6 508 430	13%
Total nantissements espèces liquides	7 738 066	6 508 430	19%

Ces engagements correspondent à des garanties financières reçues par la banque de sa clientèle sous forme de nantissement de bons de caisse et titres facilement liquéfiables.

En application des dispositions du nouveau règlement N°01-2014 de la banque d'Algérie relatives aux quotités retenues en tant que facteur de déduction de risque de crédit (80% et 100%), les garanties financières reçues de la clientèle sous forme de nantissements espèces sont éclatés comptable ment entre les dépôts auprès de la banque prêteuse (AGB) et les dépôts détenus par les autres banque.

NOTE N° 4

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTATS

4. R.1 PRODUITS D'EXPLOITATION

Désignation	31 12 2014	31 12 2013	Evolution	% CA 2014	% CA 2013
Intérêt sur opérations avec les institutions financières	186 398	128 856	45%	2%	1%
Intérêts sur opérations avec la clientèle	6 867 187	5 379 474	28%	58%	46%
Produits sur opérations de leasing	348 385	124 412	180%	3%	1%
TOTAL INTÉRÊTS	7 401 970	5 632 742	31%	62%	48%
Commissions sur opérations porte-feuilles	303 381	186 645	63%	3%	2%
Commissions sur opérations d'engagements	613 128	346 834	77%	5%	3%
Commissions sur opérations commerce extérieur	3 490 671	3 845 651	-9%	29%	33%
Commissions sur opérations de changes	39 334	1 630 516	-98%	0.33%	14%
TOTAL COMMISSIONS	4 446 514	6 009 646	-26%	38%	52%
Autres produits	4 868	25 468	-81%	0.04%	0.22%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITAION	11 853 352	11 667 856	2%		

Les produits d'exploitation bancaire, en s'inscrivant à 11.853 millions de DA, marquent un accroissement de 185.496 milliers de DA par référence à fin 2013 (soit, +2%).

Au 31/12/2014; leur montant global est constitué essentiellement des :

- Intérêts et de marges perçus sur les différents emplois pour un montant de 7.401.970 milliers de DA constitué essentiellement (à 97%) par les intérêts et marges perçus sur les financements accordés à la clientèle pour un montant de 7.215.572 milliers de DA.
- Commissions de natures diverses pour un montant de 4.446.514 milliers de DA dominées par celles perçues notamment sur les opérations de commerce extérieur qui représentent 79% de ces commissions.
- Les marges sur loyers leasing (lancé en 2013) qui ont marquées une progression de 180% durant l'exercice 2014 contrairement à l'exercice 2013.
- Les marges et intérêts constituent 62% du total du chiffre d'affaires réalisé en 2014 contre 48% en 2013.
- Les commissions c'est 38% du chiffre d'affaires en 2014 contre 52% en 2013.

4. R.2 CHARGES EXPLOITATION

Désignation	31 12 2014	31 12 2013	Evolution	% CA 2014	% CA 2013
Intérêt et marges versés sur opérations avec institutions financières	323	3 222	-90%	0.003%	0.28%
Intérêts versés sur opérations avec la clientèle	1 200 101	1 048 693	14%	94%	91%
TOTAL INTÉRÊTS CHARGES	1 200 424	1 051 915	14%	94%	92%
Commissions versées	73 335	95 624	-23%	6%	8%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 273 759	1 147 539	11%		

Les charges d'exploitation en progression de 11% se détaillent comme suit :

- Intérêts versés sur les emprunts SRH pour un montant de 323 milliers de DA (emprunts remboursés en Mai 2014).
- Intérêts et marges versés en rémunération des dépôts de la clientèle (dépôts à terme, comptes sur livres, Bons de caisse et provisions sur Credoc) pour un montant de 1.200.101 milliers de DA, cette rubrique enregistre un accroissement de +14% résultant de l'augmentation des dépôts rémunérés collectés auprès de la clientèle.
- Commissions prélevées sur diverses opérations, pour un montant de 73.335 Milliers de DA.

4. R. 3 PRODUIT NET BANCAIRE

Le tableau ci-dessous présente le détail de la constitution du produit net bancaire (PNB) de l'exercice 2014 comparativement à l'exercice 2013.

I - PRODUITS	Dec - 14	Dec - 13	Variation %
I - 1 INTERET	7 401 970	5 632 742	31%
Intérêts placements avec institutions financières	186 398	128 856	45%
Intérêts sur avance	3 654 743	2 860 752	28%
Marge sur financements islamiques	1 363 298	913 980	49%
Intérêts sur crédits immobiliers	707 643	494 474	43%
Intérêts sur CMT	420 582	450 064	-7%
Intérêts de retard	603 304	477 573	26%
Intérêts consommations	117 617	182 631	-36%
Marges loyers leasing	348 385	124 412	180%
I - 2 COMMISSIONS	4 446 515	6 009 646	-26%
Commissions tenue de compte	57 278	39 389	45%
Commissions porte feuille	126 194	79 198	59%
Commissions monétiques	55 802	30 098	85%
Commissions VISA	64 107	37 960	69%
Engagements financements et signatures	613 128	346 834	77%
Engagements extérieurs CREDOC	1 944 469	2 476 534	-21%
Commissions commerce extérieur	1 546 203	1 369 116	13%
Commissions changes	39 334	1 630 516	-98%
I - 3 AUTRES PRODUITS	4 868	25 468	-81%
Produits divers	4 868	25 468	-81%
TOTAL INTERETS	11 853 353	11 667 855	2%
II - CHARGES	Dec - 14	Dec - 13	Variation %
II - 1 - INTERETS	1 200 424	1 051 914	14%
Sur opérations avec institutions	323	3 222	-90%
Intérêts sur comptes d'épargne classiques	119 852	67 767	77%
Intérêts sur comptes à terme	324 189	289 685	12%
Intérêts sur BDC classiques	191 187	163 499	17%
Intérêts sur rémunérations des provisions CREDOC	64 451	63 654	1%
Marges/rémunération BDC participatifs	200 115	265 305	-25%
Marges sur rémunérations de DAT participatifs	163 826	84 017	95%
Intérêts sur comptes d'épargne participatif	136 480	114 766	19%

II - 2 COMMISSIONS	73 335	95 624	-23%
Commissions banques sur opérations de trésorerie	2 846	3 423	-17%
Commissions et frais payés aux correspondants	2 089	8 273	-75%
Pertes sur opérations de change et d'arbitrage	24 538	27 491	-11%
Commissions transfert banque d'Algérie	253	36 595	-99%
Charges sur moyens de paiement VISA	21 387	14 627	46%
Autres charges / moyen de paiement	22 109	4 934	348%
Autres charges d'exploitation bancaire	113	282	-60%
Commissions changes	39 334	1 630 516	-98%
TOTAL CHARGES	1 273 759	1 147 538	11%
PNB	10 579 594	10 520 317	1%

Le tableau ci-dessous montre la contribution et la comparaison par types de produits (En marge nette) dans la constitution du produit net bancaire (PNB).

000' DZD

Désignation	Analyse du PNB				Evolution
	Dec - 14		Dec - 13		
	Montant	% PNB	Montant	% PNB	
Marges d'intérêts nets	6 201 546	59%	4 580 828	44%	35%
Avec les banques et IF	186 075	2%	125 635	1%	48%
Avec la clientèle	6 015 471	57%	4 455 193	42%	35%
Marges de commissions nettes	4 373 180	41%	5 914 022	56%	-26%
Opérations de porte feuille	256 926	2%	163 380	2%	57%
Opérations d'engagements	613 128	6%	346 834	3%	77%
Commissions changes	39 334	1 630 516	-98%		
Commerce extérieur	3 488 330	33%	3 800 782	36%	-8%
Opérations de change	14 795	0.1%	1 603 025	15%	-99%
Autres produits	4 868	0.05%	25 468	0.2%	-81%
Produit Net Bancaire (PNB)	10 579 594		10 520 317		1%

Malgré que le PNB soit resté presque au même niveau que celui de 2013, à fin 2014 c'est les marges sur les intérêts (évolution de +35%) qui contribuent essentiellement à la constitution du PNB avec un taux de 59% contre un taux de 44% en 2013.

Les marges sur les commissions constituent (évolution de -26%) 41% du PNB contre 56% en 2013.

4. R. 4 LES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATIONS

31 12 2014	31 12 2013	Variations	Evolution %
3 930 724	3 206 837	723 888	23%

Les charges de fonctionnement en cumulant au 31 Décembre 2014, un montant de 3.931 millions de DA, marquent une augmentation de 724 millions de DA par référence à fin 2013.

Cet accroissement s'explique par l'évolution des rubriques reprises sur le tableau ci-dessous et notamment les « services » et les « frais du personnel » dont l'augmentation est liée :

- au développement de l'activité de la banque,
- à l'extension de son réseau d'exploitation,
- à l'augmentation de l'effectif de la banque

Désignation	31 12 2014	31 12 2013	Evolution	% CA 2014	% CA 2013
Frais personnels	1 561 680	1 187 301	32%	40%	37%
Services	1 556 043	1 271 697	22%	40%	40%
Impôts et taxes	294 329	326 035	-10%	94%	92%
Charges diverses	518 672	421 803	23%	13%	13%
TOTAL	3 930 724	3 206 836	23%		

Coefficient d'exploitation	Charges générales d'exploitation				000' DZD
	PNB		PNB		
	Dec - 14	Dec - 13	Dec - 14	Dec - 13	
PNB	10 579 594		10 520 317		
Consommation du PNB	Montant	% PNB	Montant	% PNB	
Frais généraux	3 930 724		3 206 836		
- Frais personnels	1 561 680	14.8%	1 187 301	11.3%	
- Services	1 556 043	14.7%	1 271 697	12.1%	
Impôts et taxes	294 329	2.8%	326 035	3.1%	
Charges diverses	518 672	4.9%	421 803	4.0%	
Coefficient d'exploitation	37.2%		30.5%		
Dotations aux amortissements	560 426	5.3%	373 561	3.6%	
Coefficient d'exploitation (avec amortissements)	42.5%		34.0%		

4. R.5. DOTATION AUX AMORT. ET AUX PERTES DE VALEURS SUR IMMOBILISATIONS

Dec - 14	Dec - 13	Variations	Evolution %
560 426	373 561	186 865	50%

Ce poste a enregistré une forte augmentation, ce suite à la mise en exploitation des investissements et notamment les équipements et les aménagements, concernant les agences mises en exploitations durant l'exercice 2014.

En effet, en valeur brute globale les investissements amortissables de la banque ont augmenté de 1.133 millions de DA.

4. R.6 : DOTATION ET REPRISES AUX PROV. ET AUX PERTES DE VALEURS ET CREANCES IRRECOURVABLES

000' DZD

Désignation	Dec - 2014	Dec - 2013	Evolution %
Dotations aux provisions et pertes de valeurs	902 610	1 036 210	-13%
Reprise de provisions et pertes de valeurs	180 495	684 983	-74%
Dotations (nettes)	722 115	351 227	106%

En situation nette, l'année 2014 a dégagée une dotation nette de 722.115 Milliers DA soit une augmentation de 106 % par rapport à la situation nette à fin 2013, son contenu est détaillé dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Dec - 14	Dec - 13	Evolution %
Dotations pertes de valeurs créances clientèles	578 822	481 420	20%
FRBG crédit court terme	75 437	100 016	-25%
FRBG crédit moyen et long terme	198 996	120 803	65%
FRBG engagements par signatures	-	-683 949	
Provisions 5% sur CLMT	-71 706	226 989	
Risques et charges	-92 529	1 689	
Provisions pour pensions et obligations similaires	33 094	104 259	-68%
TOTAL	722 114	351 227	106%

- La baisse constatée sur les dotations FRBG court terme de - 25% démontre que le volume de croissance des crédits par caisses à court terme était plus important en 2013 (+26%) par rapport à 2014 (+13%).
- L'augmentation constatée sur les dotations FRBG moyen et long terme de 65% démontre que le volume de croissance des crédits par caisses moyen et long terme est plus important en 2014 (+54%) par rapport à 2013 (+28%).
- Le coût du risque sur crédits clientèle a subi une augmentation de 20%, en terme d'indice d'équilibre il se présente :

000' DZD

Coefficient coût du risque par les comptes de résultats		
Désignation	Dec - 14	Dec - 13
Coût du risque	578 822	481 420
PNB	10 579 594	10 520 317
Résultat brut d'exploitation	6 088 444	6 939 919
Coût du risque/PNB	5.5%	4.6%
Coût du risque/RBE	9.5%	6.9%

4. R.7 RESULTAT APRÈS IMPÔT IBS

Pour un montant de 10 657 milliers de DA ce poste reprend la remise gracieuse de 20% accordée par l'autorité fiscale durant l'exercice 2014 dans le cadre des recours qui ont été introduits par la banque concernant une pénalité de 25% payée en 2012.

4. R.8. ELEMENTS EXTRAORDINAIRES CHARGES

Pour un montant de 17.682 milliers de DA ce poste reprend une indemnisation exceptionnelle, suite à une décision de justice, payée par la banque dans le cadre d'un contentieux commercial.

4. R. 9 RESULTAT APRES IMPOT IBS

31 12 2014	31 12 2013	Variation	%
4 010 423	5 035 072	- 1 024 649	-20%

Le résultat net de l'exercice en s'inscrivant à 4.010 millions de DA, a enregistré au terme de l'exercice 2014 une régression de 20% par référence à fin 2013.

Ce résultat est obtenue après application d'un IBS de 23% sur le résultat avant impôt pour montant de 1 359 754 milliers de DA déduit de l'imposition différée montant de 10 874 milliers de DA, soit un IBS net constaté sur l'exercice 2014 de 1 348 881 milliers de DA.

NOTE N° 5

INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Conformément au règlement de la Banque d'Algérie N°09-05 du 18 octobre 2009 qui définit, comme modèle de présentation du tableau de flux de trésorerie, la méthode dite indirecte, qui consiste à déterminer la variation nette de trésorerie par le réajustement du résultat net de l'exercice et en retraçant les flux générés par l'activité opérationnelle, les opérations d'investissements ainsi que des opérations de financement réalisées par la Gulf Bank Algeria.

La présente note reprend l'explication des informations les plus pertinentes figurant dans le tableau des flux de trésorerie :

5. T1 Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Ce poste traduit la dotation nette, soit 564 948 milliers de DA, effectuée au titre de l'année 2014, des amortissements relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles. Cette dotation nette est obtenue par la variation des rubriques amortissements du bilan.

5. T2 Dotations nettes aux provisions et autres pertes de valeurs

Sont inscrites dans ce chapitre pour un total de 830 723 milliers de DA, les flux des dotations nettes aux provisions constituées en couverture de différents types de risques liés à l'activité de la Banque et notamment les :

- Provisions réglementées (FRBG) 274 434 milliers de DA
- Provisions 5% CLMT -71 706 milliers de DA
- Pertes de valeur sur créances nominatives 578 822 milliers de DA
- Provisions pour pensions et obligations similaires 33 094 milliers de DA
- Provisions pour risques et charges 16 079 milliers de DA

5. T3 Flux liés aux opérations avec les institutions financières

Les flux inscrits dans ce poste soit – 29 854 milliers de DA, proviennent d'opérations effectuées auprès de la Société de Refinancement Hypothécaires, ce en remboursement total du restants des emprunts souscrits auprès de cet organisme.

5. T4 Flux liés aux opérations avec la clientèle

Les flux nets positifs, soit, 10 927 663 milliers de DA, reportés dans ce poste, traduisent les opérations générées par l'activité de la Banque avec la clientèle, notamment en terme de ressources (plus important) qu'en terme d'emplois.

5. T5 Flux liés aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers

Ce chapitre traduit les flux provenant respectivement des postes de comptes de régularisations et des autres actifs et passifs.

Le flux global de ce chapitre, soit + 3 634 855 milliers de DA, est constitué essentiellement de :

- Flux sur provisions sur émission chèque de Banque 2 138 706 milliers de DA
- Flux valeur en recouvrement 906 784 milliers de DA

5. T6 Impôts versés

Le montant inscrit dans ce chapitre correspond essentiellement au solde de l'IBS sur le bénéfice de l'exercice 2013 pour un montant 1 643 104 milliers de DA, dont le règlement (liquidation) est intervenu au cours de l'année 2014.

5. T7 Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires

Le flux inscrit dans ce chapitre correspond aux dividendes et tantièmes distribués aux actionnaires au cours de l'année 2014 et prélevés sur le résultat bénéficiaire réalisé au titre de l'exercice 2013, soit :

- Dividendes 2 517 536 milliers de DA
- Tantièmes 56 971 milliers de DA

NOTE N°6

INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

6. C1 Solde au 31 12 2012 (réserves et résultats)

Le solde reporté, soit 5 695 197 milliers de DA est constitué ainsi :

■	Réserve légale	=	397 912 milliers de DA
■	Report à nouveau	=	1 298 205 milliers de DA
■	Résultat net bénéficiaire 2012	=	3 999 080 milliers de DA

6. C2 Dividendes et tantièmes payés en 2013

Sur un résultat net bénéficiaire enregistré au titre de l'exercice 2012 et après affectation de la réserve légale de 199 954 milliers de DA (5% du résultat), il a été distribué :

■	Dividendes	=	1 750 000 milliers de DA
■	Tantièmes	=	39 608 milliers de DA

Le solde restant (2 009 518 milliers de DA) ayant été mis dans le compte «Report à nouveau».

6. C3 Dividendes et tantièmes payés en 2014

Sur un résultat net bénéficiaire enregistré au titre de l'exercice 2013, soit un montant de 5 035 072 milliers de DA et après affectation de la réserve légale 251 754 milliers de DA (5% du résultat), il a été distribué :

■	Dividendes	=	2 517 536 milliers de DA
■	Tantièmes	=	56 971 milliers de DA

Le solde restant (2 208 811 milliers de DA) ayant été mis dans le compte «Report à nouveau».

NOTE N°7

INFORMATIONS RELATIVES AUX FILIALES, CO-ENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

Participations dans les filiales, les co-entreprises ou les entités associées :

Entités	2013	2012
Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires (3.571% de participation)	10 000	10 000
Centre de Pré-Compensation Interbancaire SPA (0.66% de participation)	5 675	5 675
TOTAL	15 675	15 675

Cette rubrique n'a connu aucune variation en 2014, elle abrite la participation de la banque au capital de deux organismes.

NOTE N°8

GESTION DES RISQUES

Le Conseil d'Administration d'AGB a approuvé l'organigramme de la Banque dans lequel, il est prévu un pôle Risk Management, dirigé par un directeur général adjoint, rattaché au Directeur Général avec un lien fonctionnel au Comité de Risque. La structure chargée du Risk Management est organisée en 4 directions : direction Risque Crédit, direction Risque Marché, direction Risque Opérationnel et une direction de la Sécurité des Systèmes d'Information et de la Continuité de l'Activité. La gestion du risque de non-conformité est indépendante du pôle Risk Management. Elle est directement rattachée au Directeur Général, avec également un lien fonctionnel avec le Comité de Risque du Conseil d'Administration. A l'instar du sous-comité du conseil d'Administration ci-dessus cité et du comité d'Audit Interne, la banque a renforcé son système de gouvernance par la création de deux autres comités, à savoir : le comité de Gouvernance et le comité de Candidature et de Rémunération, tous doté d'une charte et un règlement intérieur pour le Conseil d'Administration. La banque a adopté les politiques nécessaires qui constituent la base de la gestion de risque et de contrôle interne et notamment : le manuel de Gouvernance, la politique Risque, la Politique d'Appétence au Risque, la Politique de Rémunération et la Politique de Déclaration et de Transparence, la Politique de Conformité, la Politique LBC/LBT ainsi que le Code de Bonne Conduite.

1- **Risque Crédit**

Stratégies et Processus

AGB a une Politique de Risque Crédit régissant l'octroi du crédit selon différentes segmentations : Crédit aux entreprises (Grandes Relations et PME), Crédit aux particuliers et aux professionnels, sous les formes conventionnels et conformes à la Charia ainsi que les engagements avec les institutions financières et le crédit-bail.

La Politique de Risque Crédit prévoit notamment une charte de délégations de pouvoir d'engagement en matière de crédit. Ainsi, il existe plusieurs niveaux de décision, exercés par des comités de crédit (comité de crédit agence, comité de crédit Corporate, comité de crédit Retail et le comité exécutif du Conseil d'Administration).

Structure et Organisation

Le département Risque Crédit évalue le risque de contrepartie. Le contrôle et la mise en place de la décision sont du ressort du département Administration du Crédit, quant au département (Crédit) Portfolio Reports, il est chargé de l'élaboration des différentes déclarations (reportings) à la banque-mère et à la Banque d'Algérie. Il est également chargé de l'analyse de la gestion du portefeuille de crédit et de l'évaluation des créances et proposer selon le cas, leur classement ou déclasserment et la provision à constituer le cas échéant.

Champ d'application et systèmes de reporting

Une séparation claire existe à AGB entre l'initiation d'une demande de crédit et l'évaluation du risque de contrepartie. Ainsi les agences envoient les demandes des clients, à la direction du Financements, qui se charge de les répartir entre trois (3) départements : le département des Grandes Relations, le Département des PME et le Département des Particuliers. Les chargés de dossiers rédigent une note portant proposition de crédit, accompagnée d'une notation commerciale du client. L'étude est complétée par un analyste Risque Crédit qui procède à l'analyse des risques financiers et une notation risque client. La proposition de crédit étant ainsi finalisée, elle est soumise au comité de crédit concerné pour approbation. Après accord, le département Administration de Crédit se voit confier la responsabilité de vérifier que les conditions préalables sont toutes réunies avant la mise en place et la saisie de la ligne de crédit autorisée dans le système. La même procédure est appliquée lorsqu'il s'agit de proposition de limites pour les institutions financières. La structure chargée des institutions financières et des banques correspondantes prépare une proposition, qui sera complétée par une analyse de la contrepartie par le département Risque Crédit. Le principe de séparation est appliqué dans la mesure où c'est le département Administration du Crédit qui est chargé de la mise en place de la décision du comité de crédit concerné.

Couverture de crédit

En matière d'appétence au risque, un dispositif d'atténuation du risque est mis en place à AGB. Il se traduit par des types de garanties et de taux de couverture acceptés. En ce qui concerne les biens immobiliers, la banque fait appel à des experts agréés pour évaluer la valeur des biens à hypothéquer. La réévaluation des hypothèques est assurée une fois par an.

Approche de traitement des créances et de leurs provisionnements

En matière de classement des créances, la politique appliquée par AGB est conforme aux pratiques internationales dans le secteur bancaire et aux règles fixées par la réglementation de la Banque d'Algérie. C'est ainsi qu'une créance est considérée comme non-performante si un compte ou une exposition reste impayée pendant plus de 90 jours. En ce qui concerne les prêts aux particuliers, un actif est considéré comme non-performant au bout de la 3ème mensualité impayée. Il n'en demeure pas moins que dès qu'une créance devient impayée, elle est mise « Sous surveillance » et fait l'objet d'actions de recouvrement suivant la procédure en vigueur au sein de la banque.

AGB dispose d'un Comité de Provisionnement et de Risque (CPR) dont la responsabilité est d'évaluer la qualité des actifs et de décider du classement des créances et leur provisionnement.

AGB est conforme à la réglementation de la Banque d'Algérie imposant une provision générale à caractère de réserve s'intégrant aux fonds propres avec un taux annuel de 1 jusqu'à 3% des créances courantes.

Pour les créances déclassées en trois (3) catégories (créances à problèmes potentiels, les créances très risquées et les créances compromises) sont provisionnées :

- Du 1er janvier jusqu'au 30 septembre 2014 respectivement au taux minimum de 30%, 50% et 100% ;
- Depuis le 1er octobre 2014, respectivement au taux minimum de 20%, 50% et 100%.

Ces taux sont également appliqués aux engagements par signature donnés de façon irrévocable à une contrepartie dont les créances sont classées dans l'une des catégories ci-dessus.

Les engagements par signature donnés de façon irrévocable à une contrepartie ne bénéficiant que d'engagements par signature et présentant, par ailleurs, un risque de défaillance, sont provisionnés en fonction du niveau de risque encouru.

Le provisionnement des créances s'effectue sur le montant brut, hors intérêts non recouverts et déduction faite des garanties admises.

2- Risque Marché

Stratégies et Processus

AGB a élaboré sa politique de risque marché approuvée par le Conseil d'Administration de la banque.

AGB n'a pas de titre en négociation.

AGB applique les dispositions de la réglementation en vigueur en matière de respect de l'exigence en fonds propres au titre du risque de change, qui ne doit pas dépasser 10% du solde entre le total des positions nettes courtes et le total des positions nettes longues en devises.

Structure et Organisation

A AGB, une séparation existe entre la structure chargée de la gestion Actif - Passif et la trésorerie et le département Risque Marché rattaché au pôle Risk Management. AGB a également mis en place un Comité de Gestion Actif Passif (ALCO) qui traite, décide et élabore un rapport périodique destiné au Comité exécutif dépendant du Conseil d'Administration de la banque sur les différents aspects liés au risque marché : risque des taux d'intérêt, risque de taux de change et du risque de liquidité.

Pour le moment, la banque s'assure de la conformité de ses conditions de banques applicables à la clientèle, des positions de change et du ratio de liquidité sont conforme à la réglementation bancaire en vigueur.

3- Risque Opérationnel

Stratégies and Processus

À AGB, les fonctions de développement informatique et de la sécurité informatique sont séparées. Ainsi la mission du département Sécurité des Systèmes d'Informations et Continuité de l'Activité est directement rattaché au pôle Risk Management. Il a pour mission de s'assurer d'une manière indépendante de l'adéquation et l'efficacité et continue des systèmes et des procédures de sécurité informatique ainsi que du dispositif et du plan de continuité de l'activité. Cette mission s'étend également la mise en place de mesures de sécurité aussi bien internes qu'externes. En matière de gestion de risque opérationnel, la banque a mis en place son département de gestion du Risque Opérationnel chargé notamment de l'élaboration de la cartographie de la banque. La banque a en outre mis à la disposition de ses employés des procédures de gestion permettant à toutes les structures opérationnelles d'avoir un guide pratique et un référentiel.

Structure et Organisation

A AGB les fonctions opérationnelles sont sous l'autorité du Directeur Général, assurées par un directeur général adjoint chargé de l'exploitation bancaire et du réseau des agences, un directeur général adjoint chargé des opérations, des systèmes d'information et des finances et d'un directeur général adjoint chargé de l'administration et des ressources humaines et du contrôle de gestion.

Systèmes de Reporting

AGB a mis en place un département de Contrôle Permanent rattaché à la direction du Risque Opérationnel, chargé de l'identification et du suivi des actions de corrections des risques opérationnels au niveau de toutes les structures centrales et agences de la banque.

AGB a finalisé le processus de la mise en œuvre d'un système de collecte et d'analyse des incidents liés à un risque opérationnel, conduisant à la capture des pertes réelles et/ou potentielles. Cela donne lieu à l'élaboration d'un tableau de bord de contrôle interne et un système de gestion automatisée des incidents et de la cartographie de risques.

NOTE N°9

INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

La banque, depuis 2009, a un capital autorisé de 1 000 000 d'actions ordinaires avec une valeur nominale de 10 000 dinars.

9.1 Exigences réglementaires

(000' DZD)

Nom des actionnaires	Nombre d'action	%	Valeur Nominal des actions – 000'DZD
Burgan Bank	599 995	59.995	5 999 950
Bank International Tunisie	300 000	30.000	3 000 000
Jordan Kuwait Bank	100 000	10.000	1 000 000
United Golf Bank	1	0.001	10
Mr ALKABARITI Abdelkrim	1	0.001	10
Mr. Messaoud Mohamed	1	0.001	10
Mr. William Lukens Khouri	1	0.001	10
Mr. Mohamed Fekih Ahmed	1	0.001	10

9.2 Dividendes et tantièmes distribués

Les dividendes et tantièmes distribués durant l'exercice 2014 au titre du bénéfice de l'exercice 2013 2 574 507 Milliers de DA

La répartition des dividendes au titre de l'exercice 2014 n'a pas encore été décidée.

NOTE N°10

RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

10.1 L'évolution de la masse salariale

Le total de la masse salariale en 2014 s'élève à 1.561.680 Milliers DZD contre 1.187.301 Milliers DZD pour 2013 soit un accroissement de 31%.

10.2 Évolution de l'effectif

Répartition de l'effectif par catégorie socioprofessionnelle :

Cadre	2012	2013	2014	Evolution 2012 - 2013	Evolution 2013 - 2014
Cadres supérieurs	68	85	98	25%	15%
Cadres moyens et maîtrise	437	582	688	33%	18%
Agents d'exécution	46	45	42	-2%	-7%
TOTAL	551	712	828	29%	16%

La répartition au 31/12/2014 de ces agents par structures (%) :

Cadre	Structures centrales	Structures agences
Cadres supérieurs	44%	56%
Cadres moyens et maîtrise	43%	57%
Agents d'exécution	36%	64%

Soit cet effectif est réparti à 57% au niveau des agences et 43% au niveau des structures centrales.

Cette année, AGB a prévu l'indemnité de départ en retraite, celle-ci est évaluée au 31/12/2014 à 137 353 milliers de DA contre 104 259 milliers de DA à fin décembre 2013, elle a été arrêtée selon la convention collective bancaire de l'Algérie, le nombre de salaire à servir au départ à la retraite est déterminé selon le barème de l'association des banques et des établissements financiers (ABEF). Ce dernier prévoit un plafonnement de 22 mois de salaires lors du départ à la retraite (Plus de 32 ans de service).

La loi algérienne stipule que l'âge de la retraite est de 60 ans pour l'homme, 55 ans pour la femme pour 15 ans de service au minimum.

Hypothèses utilisées

- Ayant 5 ans d'activité minimum au sein d'AGB
- Probabilité de survie jusqu'à la retraite
- Probabilité de rester jusqu'à la retraite selon la catégorie d'âge :
- Âge Inférieur à 35 ans
- Âge entre 35 ans et 45 ans
- Âge entre 45 ans et 55 ans
- Âge Supérieur à 55 ans

NOTE N°11

INFORMATIONS À CARACTÈRE GÉNÉRAL OU CONCERNANT CERTAINES OPÉRATIONS PARTICULIÈRES

- Risques et pertes non mesurables à la date d'établissement des états financiers et n'ayant pas fait l'objet d'une provision / **Néant**
- Événements survenus postérieurement à la clôture de l'exercice / **Néant**
- Aides publiques non comptabilisées du fait de leur nature / **Néant**
- Autres informations significatives / **Néant**

بنك الخليج الجزائر
Gulf Bank Algeria



Simplifions la banque